

Les "syndicats des chefs d'État" sur le terrain: Perceptions locales de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de leurs interventions au Burkina

Schnabel, Simone; Witt, Antonia; Konkobo, Adjara

Veröffentlichungsversion / Published Version

Arbeitspapier / working paper

Zur Verfügung gestellt in Kooperation mit / provided in cooperation with:

Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung (HSFK)

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Schnabel, S., Witt, A., & Konkobo, A. (2022). *Les "syndicats des chefs d'État" sur le terrain: Perceptions locales de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de leurs interventions au Burkina*. (PRIF Reports, 11). Frankfurt am Main: Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung. <https://doi.org/10.48809/prifrep221>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-ND Lizenz (Namensnennung-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-ND Licence (Attribution-NoDerivatives). For more information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0>

PRIF REPORT

PEACE RESEARCH INSTITUTE FRANKFURT / LEIBNIZ-INSTITUT HESSISCHE STIFTUNG FRIEDENS- UND KONFLIKTFORSCHUNG

SIMONE SCHNABEL // ANTONIA WITT //
ADJARA KONKOBO

**LES « SYNDICATS DES CHEFS D'ÉTAT »
SUR LE TERRAIN :
PERCEPTIONS LOCALES DE L'UNION
AFRICAINNE, DE LA CEDEAO ET DE LEURS
INTERVENTIONS AU BURKINA FASO EN
2014/2015**



PRIF Report 11/2022

LES « SYNDICATS DES CHEFS D'ÉTAT » SUR LE TERRAIN

PERCEPTIONS LOCALES DE L'UNION AFRICAINE, DE LA CEDEAO ET DE LEURS INTERVENTIONS AU BURKINA FASO EN 2014/2015

SIMONE SCHNABEL // ANTONIA WITT //
ADJARA KONKOBO

LEIBNIZ-INSTITUT HESSISCHE STIFTUNG FRIEDENS- UND KONFLIKTFORSCHUNG (HSFK)
PEACE RESEARCH INSTITUTE FRANKFURT (PRIF)

Photo de couverture :

Notre modérateur Amado Kaboré avec quelques participants d'un *focus group* à Djikôfê, Ouagadougou (© Simone Schnabel).

Licence pour le texte :

Creative Commons CC-BY-ND 4.0 (Attribution/Pas d'adaptation/4.0 International).
La photo de couverture est soumise à ses propres conditions de licence.

Adresse :

Peace Research Institute Frankfurt
Baseler Straße 27–31
D-60329 Frankfurt am Main
Téléphone : +49 69 95 91 04-0
E-mail : schnabel@prif.org, witt@prif.org, konkobo@prif.org
<https://www.prif.org>

DOI : 10.48809/prifrep2211

ISBN : 978-3-946459-80-4

Les organisations régionales africaines telles que l'Union Africaine (UA) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont devenues des acteurs centraux pour la gestion des crises politiques et la résolution des conflits sur le continent africain. Elles interviennent régulièrement dans des situations de coups d'État ou d'autres changements anticonstitutionnels de gouvernement en cherchant à rétablir « l'ordre constitutionnel » dans les pays concernés, par le biais de la suspension des pays des organisations, la médiation, l'application de sanctions, ainsi que la menace d'utiliser des moyens violents et leur application. Ce pouvoir des organisations régionales africaines d'agir dans des crises politiques façonne de plus en plus les conditions dans lesquelles les citoyens africains vivent aujourd'hui.

Malgré ce rôle, nous savons très peu sur la façon dont ceux qui sont affectés dans leur quotidien perçoivent et évaluent les organisations régionales africaines et leur rôle et contribution dans la résolution des crises politiques. Le savoir empirique existant se limite aux perceptions locales des interventions des organisations multilatérales comme les Nations Unies et/ou l'Union Européenne ainsi que des pays individuels occidentaux. En l'absence d'un programme de recherche empirique systématique, il existe deux hypothèses divergentes sur ce sujet. D'un côté, la littérature académique attribue une légitimité *per se* aux acteurs régionaux africains, en raison de leur proximité (culturelle et autre) avec les sociétés ciblées. D'un autre côté, dans le discours public et dans les conversations privées de tous les jours, il existe une représentation répandue et générale des organisations régionales africaines comme « syndicats des chefs d'État ».

L'étude suivante vise à saisir, d'une manière empirique profonde et méthodologiquement solide, les perceptions locales d'une intervention régionale concrète de la CEDEAO et de l'UA, à savoir au Burkina Faso en 2014/15, suite à la chute du Président Blaise Compaoré. Elle analyse également les connaissances sur ces organisations détenues par différents acteurs burkinabè de diverses couches sociales. L'étude est basée sur dix *focus groups* (entretiens collectifs) ainsi que sur une soixantaine d'entretiens individuels effectués dans la capitale et plusieurs localités du pays. La recherche sur place a été réalisée d'une manière collaborative, par une chercheuse burkinabè et une chercheuse allemande ayant travaillé en tandem.

Ce rapport révèle que les perceptions locales des interventions régionales sont plus complexes et ambiguës qu'on le croit généralement. Sur la base de nos données, nous montrons que, au Burkina Faso, les deux organisations régionales africaines sont plus contestées localement que ce qui apparaît dans la littérature académique, et sont à la fois perçues plus positivement que suggéré par l'imaginaire social dominant relatif à ces organisations comme « syndicats des chefs d'État ».

Quant aux connaissances concernant les deux organisations, leurs mandats, textes et institutions dans plusieurs domaines sont bien connus par des élites qui sont concernées à travers leur profession, notamment dans le domaine des droits de l'homme ou de l'intégration économique. Il est peu surprenant de constater que la CEDEAO est plus connue que l'Union Africaine, surtout par son mandat de libre circulation des biens et des personnes. Néanmoins, pour la plupart de la population, les connaissances se basent sur des expériences concrètes comme le passeport CEDEAO qui per-

met de traverser les frontières des pays voisins pour faire du commerce, ainsi que leurs interventions en 2014/2015 au Burkina Faso.

En ce qui concerne les perceptions locales des interventions régionales de 2014/15, les deux organisations sont à la fois plus contestées et plus acceptées que suggéré soit dans la littérature académique, soit dans les discours quotidiens. Les deux aspects les plus critiqués – autant par les élites que par les non-élites des différents côtés politiques – étaient l'intervention retardataire des deux organisations en 2014, ainsi que la proposition d'amnistie faite aux putschistes en 2015 par les médiateurs de la CEDEAO, qui est interprétée comme la preuve de la partialité de l'organisation. Au-delà de cette forte critique et en montrant la multitude des perceptions locales, le rapport présente trois récits différents sur les organisations régionales et leurs interventions au Burkina Faso en 2014/15.

Le premier récit se base sur une évaluation négative du rôle joué en particulier par la CEDEAO dans la transition burkinabè, parmi ceux qui se considèrent comme les protagonistes de l'époque : les personnes ayant participé aux mouvements sociaux créés en 2013/2014 pour s'opposer aux tentatives de Blaise Compaoré de changer la constitution pour se rendre un cinquième mandat possible. Bien qu'une partie de ces acteurs fût incluse dans les consultations avec les médiateurs régionaux, ces derniers étaient qualifiés de partisans. En revanche, ceux ayant une expérience politique plus vaste – soit comme député, soit comme leader de la société civile traditionnelle – ont apprécié l'accompagnement de la transition par la CEDEAO et l'UA, cela correspondant à leurs mandats. Ces acteurs craignaient une trop forte influence militaire ainsi qu'une société civile politisée par des aspirations politiques.

Au-delà de ces deux perspectives reflétant en même temps les lignes de conflits principales de la transition, le troisième récit révèle une perspective sur les organisations régionales africaines et leurs interventions qui est à ce jour peu connue et qui ne dispose pas de canaux pour s'exprimer à travers les médias entre autres. C'est la perspective du « citoyen lambda » et des personnes hors accès aux discours politiques et aux sites d'intervention. Bien qu'ils partagent également les deux principales critiques de l'intervention, leurs perceptions sont généralement positives. Selon cette perspective la contribution des organisations régionales africaines est appréciée pour avoir contribué au retour à la vie « normale » – avec l'accès au marché en particulier – même si les conditions de cette paix achevée restent loin de satisfaire les besoins de leur vie. C'est surtout ce récit non-élitaire qui est peu considéré dans les pratiques de recherche, ainsi que dans la compréhension scientifique des interventions régionales et de l'architecture africaine de paix et de sécurité.

Cette multitude et cette ambiguïté des perceptions locales s'expliquent par plusieurs facteurs, surtout les différentes expériences concrètes avec les organisations régionales africaines, soit pendant les interventions, soit même avant celles-ci, ainsi que les différentes attentes des Burkinabè vis-à-vis de la transition. Les résultats appellent à la fois à une meilleure compréhension des perceptions multiples locales ainsi qu'à des méthodologies capables de collecter des voix non-élitaires. Ils montrent aussi que pour façonner les perceptions locales de façon positive à leur égard et pour devenir des acteurs proches aux citoyens comme stipulé dans leurs propres documents stratégiques, les deux organisations doivent prendre des mesures allant au-delà des campagnes d'information.

1. Introduction	1
2. Méthodologie	4
3. La chute de Blaise Compaoré et les interventions régionales	6
4. Connaissances des organisations régionales	9
4.1 Des organisations bien connues dans le cercle des leaders	10
4.2 Deux organisations africaines pas ou peu connues par le bas	11
5. Les perceptions des interventions de l'Union Africaine et de la CEDEAO	13
5.1 La perspective radicale : une CEDEAO retardataire et partisane	14
5.2 La perspective mitigée : l'UA et la CEDEAO comme assistantes de la transition	17
5.3 La perspective des exclus : l'UA et la CEDEAO comme facilitatrices pour retrouver la paix	20
6. Conclusion	24
Références	28

REMERCIEMENTS

Nous voudrions remercier Abdoul Karim Saidou, Ludovic Kibora, Augustin Loada et Linnéa Gelot pour leur appui, leurs conseils et leurs recommandations pendant tout le processus de réalisation de cette étude, ainsi que toutes les personnes individuelles ayant participé aux entretiens et *focus groups* et sans lesquelles cette étude n'aurait pas été possible. Notre gratitude est également dirigée vers le modérateur Amado Kaboré, la modératrice Pascaline Kaboré, les assistants de recherche, Abdoul Wahab Semdé et Herman Konkobo, ainsi que vers toute l'équipe des assistants ayant transcrit et traduit les entretiens et *focus groups* : Souleymane Sondé, Yaya Sawadogo, Kouka Sawadogo, Adama Ouédraogo, Bernard Oualbeogo, Hamado Ouédraogo, Moussa Sondé, Aissetou Sawadogo, Eric Soudré, Dimbé Kaboré et Laura Fischer. Nous remercions nos collègues, en particulier Clara Süß et Sascha Hach, pour leurs précieux commentaires sur une version antérieure du rapport et Aulde Lagny, Fatim Selina Diaby et Susanne Schmidt pour leur aide à la finalisation du texte. Nous remercions également la Fondation allemande pour la recherche (*Deutsche Forschungsgemeinschaft*, DFG) pour le financement généreux du projet, sans lequel cette étude n'aurait pas pu voir le jour.

1. INTRODUCTION¹

Les organisations régionales africaines telles que l'Union Africaine (UA) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont devenues des acteurs centraux dans la gestion des crises politiques et des conflits sur le continent africain ainsi que dans la protection de la gouvernance constitutionnelle et démocratique.² Cela est particulièrement visible dans les réactions régulières de ces organisations aux coups d'État ou autres changements anticonstitutionnels de gouvernement (Souaré 2014 ; Witt 2020). Comme prévu par leurs propres doctrines, dans ces cas, l'UA et la CEDEAO interviennent en cherchant le rétablissement de l'ordre constitutionnel, d'abord par le biais de la médiation et de la diplomatie. En outre, les deux organisations peuvent appliquer des mesures coercitives comme la suspension des pays membres des organisations respectives, des sanctions, ainsi que la menace d'utiliser des moyens violents ou l'application de ces moyens. Depuis l'adoption de la norme anti-coup d'État de l'UA en 2001, l'organisation continentale, ainsi que ses homologues sous-régionaux, sont intervenues dans au total 18 cas de changements anticonstitutionnels de gouvernement sur le continent, en cherchant à rétablir rapidement l'ordre constitutionnel.

L'année 2021 a vu un triste pic dans ces activités d'intervention, avec des situations de coups d'État au Soudan, au Mali, en Guinée et au Burkina Faso. Ces trois derniers pays ont déjà connu des situations similaires d'interventions régionales en réponse à des changements anticonstitutionnels en 2008/09 (en Guinée), 2012 (au Mali) et 2014/15 (au Burkina Faso), respectivement. Cette liste et la régularité des réponses régionales aux coups d'État et crises politiques montrent que les organisations régionales africaines façonnent de plus en plus l'ordre et la politique des États africains, y compris les conditions dans lesquelles les citoyens africains vivent aujourd'hui. Nous savons pourtant très peu sur la façon dont ceux qui sont affectés dans leur quotidien par des interventions régionales vivent et évaluent le rôle de ces organisations dans la résolution des conflits (cf. Sabrow 2017 ; IRRI 2017 ; Witt 2018 ; Witt et Khadiagala 2018).³

L'étude suivante vise à saisir, d'une manière empirique profonde et méthodologiquement solide, les perceptions locales d'une intervention régionale concrète de la CEDEAO et de l'UA, à savoir au Burkina Faso en 2014/15, suite à la chute du Président Blaise Compaoré.⁴ Cette intervention était

1 Pour faciliter la lecture de l'étude, le masculin générique est utilisé pour désigner tous les genres.

2 Ce rapport fait partie du projet de recherche « Perceptions locales des interventions régionales : L'UA et la CEDEAO au Burkina Faso et en Gambie » financé par la Fondation allemande pour la recherche (*Deutsche Forschungsgemeinschaft*, DFG). Le projet s'appuie sur des études de cas d'interventions régionales au Burkina Faso (2014/15) et en Gambie (2016/17). L'étude de cas sur le Burkina Faso a été réalisée en partenariat avec le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) et l'Institut de Sciences des Sociétés (INSS) à Ouagadougou, au Burkina Faso.

3 A l'inverse, les perceptions et réactions locales concernant les interventions internationales de l'ONU et des États occidentaux – de la France en particulier – ont donné lieu à un volet croissant de la recherche sur les interventions (Pouligny 2006 ; Talentino 2007 ; Karlborg 2014 ; Banégas 2014 ; Kohl 2015 ; Müller et Bashar 2017 ; Leib et Ruppel 2021).

4 Par « intervention régionale », nous entendons tout effort des organisations régionales africaines visant à affecter l'ordre politique au sein d'un État membre, que ces efforts aient recours à des moyens coercitifs ou non-coercitifs, quels que soient les instruments concrets utilisés et quels que soient les objectifs principaux de ces efforts.

principalement basée sur la médiation entre les acteurs en conflit, la suspension du pays des institutions régionales et la menace de sanctions. Dans la littérature et les évaluations existantes des interventions africaines, celle du Burkina est largement considérée comme un cas de « succès », en raison du rétablissement assez rapide de l'ordre constitutionnel, aussi perçu comme sans heurts (ISS 2015 ; IPSS 2017 : 30, 32). En réponse à ces représentations, nous analysons comment l'intervention de l'UA et de la CEDEAO en 2014/15 et leur façon de la mettre en œuvre, ont été perçues par différents acteurs et groupes sociaux et politiques au Burkina Faso, ainsi que ce qui explique les différences entre ces perceptions. Nous utilisons le terme « perceptions » pour désigner la compréhension et l'interprétation d'expériences concrètes (Talentino 2007 : 156). Bien que les perceptions soient toujours subjectives, elles sont, en même temps, socialement négociées et efficaces. Par « perceptions locales », nous entendons la multiplicité des perceptions des personnes vivant dans un pays d'intervention.⁵ Nous utilisons délibérément le terme sous sa forme plurielle afin de souligner l'existence simultanée de perceptions différentes, parfois divergentes, voire contradictoires d'un même événement. L'objectif de cette étude est donc d'explorer plus en détail la multiplicité des perceptions locales de l'intervention régionale au Burkina Faso en 2014/15 et de comprendre comment différentes expériences et relations sociales les affectent.

En l'absence d'un programme de recherche empirique systématique, il existe deux hypothèses divergentes sur ce sujet. D'un côté, la littérature attribue largement – si ce n'est qu'implicitement – une légitimité *per se* aux acteurs régionaux africains, en raison de leur proximité (culturelle et autre) avec les sociétés ciblées (Tavares 2010 : 12–13 ; Sabrow 2017 : 174). Cette perception est liée à leurs connaissances plus profondes des contextes politiques par rapport à d'autres intervenants internationaux, ce qui se traduit par une intervention plus adaptée au niveau local. Une comparaison quantitative des médiations en Afrique a révélé plus de succès quand des conflits sont résolus en incluant des médiateurs africains, en comparaison avec des conflits résolus par des médiateurs extérieurs au continent. Cela s'explique par le fait que les sociétés africaines préfèrent les « solutions africaines » à leurs crises politiques (Duursma 2020 : 592).

D'un autre côté, en contradiction avec ce résultat, plusieurs études de cas ont identifié la partialité des médiateurs africains et leur manque de prise en compte des acteurs et des contextes locaux comme le principal défi des médiations africaines (Adebajo 2002 ; Khadiagala 2007 ; Saidou 2018 ; Witt 2020 : chapitre 4). De plus, et contrairement à la légitimité *per se*, attribuée dans la littérature académique, il existe dans le discours public et dans les conversations privées de tous les jours, une représentation répandue et générale des organisations régionales africaines comme « syndicats des chefs d'État ». Cet imaginaire social qui a figuré également en bonne place dans nos entretiens et *focus groups*, repose sur le sentiment général que ces organisations sont détachées de la vie des citoyens africains et servent principalement les intérêts des élites politiques en place. Il se nourrit d'un manque d'effets visibles des politiques des organisations régionales sur le terrain et d'un manque perçu de connaissances sur ces organisations de la part des citoyens africains.

5 Plus précisément, les perceptions d'une intervention concernent la façon dont les différents acteurs locaux comprennent et interprètent les objectifs généraux, la mise en œuvre concrète et les résultats d'une intervention, ainsi que l'organisation ou les organisations responsables qui la sous-tendent.

Dans le contexte de ces deux lectures divergentes et en explorant les connaissances et les perceptions que les Burkinabè⁶ ont de l'UA et de la CEDEAO, ainsi que de leur intervention respective au Burkina Faso, nous montrons dans ce rapport que les deux organisations régionales africaines sont plus contestées localement que ce qui apparaît dans la littérature académique, et sont à la fois perçues plus positivement que suggéré par l'imaginaire social dominant relatif à ces organisations comme « syndicats des chefs d'État ». Bref, les deux organisations sont à la fois plus contestées et plus acceptées que ce que l'on croit généralement.

En ce qui concerne *la connaissance des organisations régionales*, nous montrons l'existence d'un écart crucial entre les acteurs de l'élite et les « citoyens lambda », comme les gens « ordinaires » sont souvent nommés au Burkina Faso.⁷ Notre analyse montre également que les expériences personnelles – aussi liées, mais pas seulement, aux interventions – sont un élément crucial, déterminant comment et quelle sorte de connaissances les gens ont sur les deux organisations, au-delà de leur éducation scolaire et de leur statut socio-économique.

Contrairement à l'idée d'une histoire de « succès » de l'intervention régionale, nous montrons que *les perceptions locales* sont plus complexes et multiples, ainsi que plus critiques que prévu. La réaction tardive des organisations régionales aux dérives politiques non-démocratiques du régime du Président Blaise Compaoré, ainsi que les efforts de la CEDEAO pour offrir une amnistie aux putschistes de 2015 sont deux points de critique largement partagés, indépendamment de l'orientation politique ou de la position sociale des acteurs interrogés. Cette critique souligne le point aveugle, souvent discuté dans la littérature, de la politique régionale anti-putsch, qui est réactive au lieu d'être préventive et qui ne sanctionne ni les comportements antidémocratiques des gouvernements élus, ni l'impunité de ceux au pouvoir (Souaré 2014 ; Dersso 2019).

Au-delà de cette critique partagée, nous révélons trois récits assez différents sur la mise en œuvre et la contribution concrète de l'intervention régionale à la transition au Burkina Faso. Il n'est pas surprenant que les acteurs des deux côtés du conflit politique ayant nécessité l'intervention régionale – les partisans de Blaise Compaoré et les manifestants de la rue – aient des perceptions très différentes. Ces deux récits sont fortement façonnés par les discours politisés des élites des deux côtés, reproduits également dans les médias burkinabè (Witt et Schnabel 2020). En revanche, le troisième récit est celui des Burkinabè « ordinaires », loin de l'accès au pouvoir. Cette perspective sur les interventions régionales n'a encore été abordée ni dans la littérature académique ni dans le discours politique sur les interventions africaines. Ce récit porte sur une appréciation générale et « pragmatique » des organisations régionales comme ayant aidé au retour à la paix et à la « vie normale ». Cette perspective non-élitaire sur les organisations africaines régionales et leurs interventions comporte deux aspects clés. D'un côté, les perceptions non-élitaires démontrent le problème d'un détachement systématique des citoyens ordinaires vis-à-vis des deux organisations régionales,

6 Nous utilisons l'orthographe du Burkina Faso (« burkinabè ») au lieu de l'orthographe internationale (« burkinabé ») qui est aussi invariable en genre et en nombre.

7 Le terme « citoyen lambda » signifie une personne quelconque par rapport à une personne connue, venant de l'élite politique ou sociale (voir aussi https://fr.wiktionary.org/wiki/citoyen_lambda, 26 juillet 2022).

malgré leur proximité géographique et culturelle. D'un autre côté, ce détachement systématique ne se traduit pas par une critique radicale, mais plutôt par une appréciation pragmatique des effets positifs de l'intervention sur la vie quotidienne. Cependant, et contrairement à l'argument selon lequel les organisations régionales africaines seraient dotées d'une légitimité plutôt *idéelle* (Sabrow 2017 : 177), l'évaluation de leurs interventions se base sur les effets tangibles et concrets de leur présence sur le terrain, sans référence à leur origine africaine.

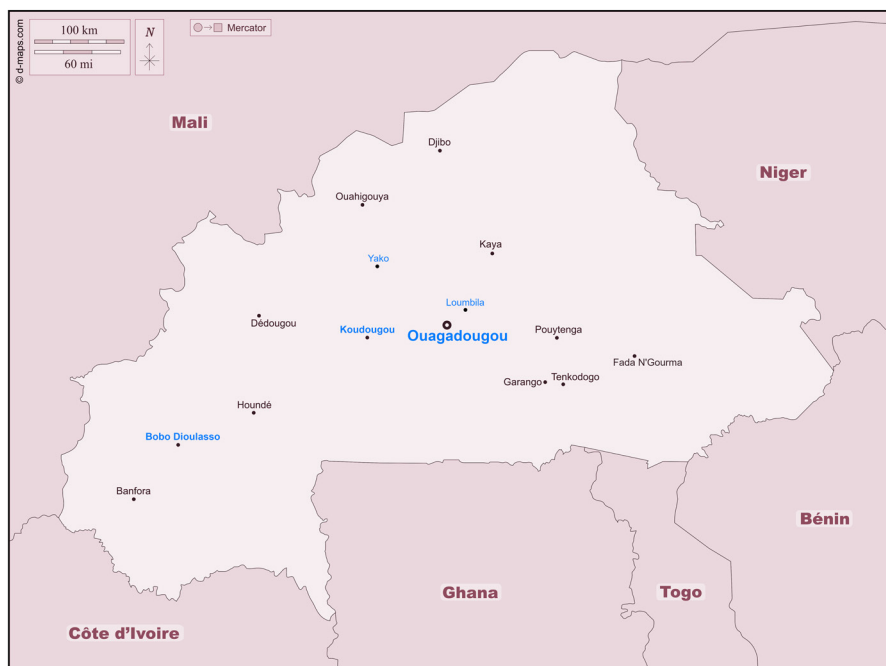
En résumé, notre rapport souligne non seulement la multiplicité des perceptions locales, mais aussi la pertinence du fait de comprendre de plus près comment et pourquoi les personnes vivant dans les pays africains vivent et perçoivent différemment les interventions régionales.

Le rapport est structuré en six parties, y compris l'introduction. La partie suivante explique notre approche méthodologique pour étudier les perceptions locales. Dans la troisième partie, nous présentons le contexte politique du Burkina Faso en 2014/15, ainsi que les réactions des deux organisations régionales face à la chute du Président Compaoré. Dans la quatrième partie, nous explorons les connaissances que les gens détiennent sur l'UA et la CEDEAO en général parce qu'une certaine base de savoir est en premier lieu nécessaire pour parler de perceptions socialement pertinentes. Dans la cinquième partie, nous présentons les trois récits différents et expliquons pour chacun les acteurs dominants qui les utilisent. Dans la dernière partie, nous tirons quelques conclusions pour la compréhension et la pratique des interventions régionales africaines, en soulignant la pertinence des résultats de cette étude à des fins à la fois académiques et politiques.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce rapport se base sur des données empiriques générées lors de deux phases de recherche sur le terrain au Burkina Faso, en février et mars 2020 et entre janvier et avril 2021. La recherche sur le terrain, prévue en deux périodes, comprenait des *focus groups* (entretiens collectifs) et des entretiens semi-directifs individuels, deux méthodes de collecte de données répondant à l'objectif de l'étude de recueillir les récits des populations au plus près et le plus directement possible (Hennink 2007 ; Kvale 2007). Cette combinaison des méthodes permet de recueillir les expériences du vécu concernant les interventions régionales de façon très approfondie et en même temps de mettre en débat certaines idées émergent pendant la collecte des données elle-même. Tandis que les entretiens individuels révèlent une compréhension plus approfondie des différentes expériences et perceptions, les débats contradictoires et parfois complémentaires lors des *focus groups* permettent de mettre davantage en lumière, non seulement certains points divergents de ces perceptions, mais également des sujets d'accords.

Nous avons mené des entretiens semi-directifs et des *focus groups* à travers divers quartiers – périphériques comme de centre-ville – de la capitale burkinabè Ouagadougou. Nous avons aussi travaillé dans différentes villes et zones rurales du pays telles que Bobo-Dioulasso, Koudougou, Lou-



Carte : Burkina Faso, localités de recherche sur le terrain. Source : https://www.d-maps.com/carte.php?num_car=4562&lang=de (édition personnel)

mbila et Yako (voir carte 1).⁸ Au total, dix *focus groups* et une soixantaine d'entretiens individuels ont été réalisés auprès de divers acteurs locaux. Il s'agissait pour les entretiens individuels de leaders syndicaux et d'organisations de la société civile, de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, de leaders religieux et de représentants de partis politiques (opposition et parti au pouvoir). Pour les *focus groups*, outre une diversité tenant compte de l'âge, du genre et de l'appartenance politique ou associative, la diversité spatiale, ainsi que la situation socio-économique ont été prises en compte. Dans la ville de Ouagadougou, des leaders des organisations de la société civile, des députés – anciens et actuels – des habitants d'un quartier périphérique, des jeunes et des femmes commerçantes ont participé aux *focus groups*. Les *focus groups* ont été animés par une modératrice/un modérateur et un assistant de recherche burkinabè. Les répondants ont été contactés par plusieurs chaînes (par téléphone, courriel, WhatsApp et/ou lettre officielle) et nous avons obtenu leur accord éclairé après avoir expliqué l'objet de la recherche et ses objectifs. Nous avons aussi insisté en amont sur le fait que la participation à cette recherche se faisait sur la base du volontariat et garantissait l'anonymat des participants. Ces derniers étaient libres d'utiliser la langue dans laquelle ils se sentaient le plus à l'aise pour leur intervention lors de la discussion. La majorité s'est exprimée en français, mais certains ont parlé dans les langues locales (le Mooré et le Dioula). Dans l'ensemble, il y a eu très peu de réticence par rapport à la participation à l'étude de la part des acteurs contactés. Les entretiens et les groupes de discussion ont été, dans la mesure du possible, enregistrés puis transcrits pour l'analyse.

8 En raison de la situation sécuritaire du pays, il n'a pas été possible de mener des recherches dans d'autres régions.

La recherche sur le terrain, ainsi que l'analyse des données ont été conduites en tandem par une chercheuse socio-anthropologue burkinabè et une chercheuse politologue allemande qui sont à la fois auteures du rapport. En combinant deux approches disciplinaires et aussi deux regards – celui de l'intérieur et celui de l'extérieur, celui impliqué et celui observant – il s'agissait de cerner la thématique de la recherche de la façon la plus fine et multiplexe possible. La recherche en tandem s'inscrit dans le cadre d'une préoccupation croissante dans beaucoup de disciplines pour la politique de production de savoir, ainsi que dans le cadre des tentatives d'exploration de nouvelles voies de production de savoir collaboratives (Hagberg et al. 2017) et de décolonisation des savoirs, en particulier lorsqu'il s'agit de savoirs en Afrique et sur l'Afrique (Arowosegbe 2016 ; Ndlovu-Gatsheni 2018).

Les entretiens et les *focus groups* ont été menés tantôt ensemble, tantôt de façon séparée, mais ils étaient toujours suivis d'un débriefing ensemble. Parfois, ces débriefings ont mis en évidence des compréhensions et interprétations divergentes concernant certains aspects des récits des participants à l'étude, ceci ayant entraîné la nécessité de préciser et de remettre en question les bases sur lesquelles tirer les conclusions. La positionnalité des deux chercheuses a également eu un effet sur ce qui était possible pendant les recherches sur le terrain. Par exemple, pour la chercheuse burkinabè, il était parfois difficile, en tant que Burkinabè, d'obtenir des rendez-vous avec certains acteurs qui ont répondu plus aisément à la chercheuse allemande, ce qui met en lumière l'une des difficultés de l'« anthropology at home » (Jackson 1987). D'un autre côté, la présence de la chercheuse allemande a suscité des réactions de la part de certains participants, allant d'une stratégie de dissimulation des propos par l'usage du Mooré, à une interprétation de l'étude (malgré les longues explications préliminaires du projet et de ses objectifs) comme étant un canal pour critiquer les organisations africaines au profit des organisations européennes. En résumé, le travail en tandem a donc intégré une couche supplémentaire de réflexivité à la recherche de terrain en cours. Il a également servi à révéler les aspects de la positionnalité et leur impact sur ce qui est possible pendant la recherche sur le terrain.

3. LA CHUTE DE BLAISE COMPAORÉ ET LES INTERVENTIONS RÉGIONALES

La compréhension des différentes perceptions des interventions régionales de 2014/2015 exige une explication concernant quelques aspects clés du contexte politique de cette période, ainsi qu'une brève récapitulation des réactions des deux organisations face à ces développements politiques. Le 31 octobre 2014, après des semaines de manifestations populaires dans la capitale Ouagadougou et d'autres grandes villes, le Président du Burkina Faso de l'époque a démissionné et s'est exilé en Côte d'Ivoire. Ses tentatives de modifier l'article n° 37 de la constitution pour s'engager dans un cinquième mandat ont provoqué une mobilisation massive de mouvements sociaux créés au cours de l'année 2014, parmi lesquels le Balai Citoyen, le Collectif Anti-référendum (CAR) et Ça Suffit (Frère et Englebert 2015 : 301 ; Hagberg 2015). À cette résistance collective s'est ajoutée la formation d'un nouveau parti d'opposition (le *Mouvement du peuple pour le progrès*, MPP) créé au début de l'année 2014, avec à sa tête des figures jusque-là clés du parti au pouvoir (le *Congrès pour la démocratie et le progrès*, CDP) qui se sont opposées à la modification de la constitution. La proposition d'un référendum au parlement dans lequel le président de l'époque pouvait compter sur une majorité grâce à ses alliés

au gouvernement, a entraîné une mobilisation massive de milliers d'habitants des grandes villes, de la société civile, des syndicats et des partis d'opposition au cours des derniers jours d'octobre 2014, mobilisation connue sous le nom de « révolution burkinabè » ou « insurrection populaire » (Chouli 2015 ; Hagberg 2015 ; Hagberg et al. 2015 : 200 ; Saidou 2018 : 51).

Néanmoins, la crise politique et sociale ayant abouti à la chute de Compaoré est plus complexe et avait déjà commencé avant la mobilisation contre la modification de la constitution. Depuis l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998, et avec un point culminant à partir de 2011, le Burkina a vécu des phases de grandes frustrations sociales et une opposition politique croissante contre l'impunité, la corruption et l'inégalité qui caractérisaient le régime de Compaoré (Hilgers et Loada 2013 ; Bonnecase 2015).

Le régime « semi-autoritaire » (Hilgers et Loada 2013) de Blaise Compaoré s'est construit sur un système de patronage incluant l'élite économique et administrative du pays, ainsi que certaines autorités traditionnelles influentes du royaume Mossi. Il comptait également avec la fidélité d'une partie de l'armée, le Régiment de sécurité présidentielle (RSP), qui était bien équipé et utilisé par Compaoré comme contrepoids vis-à-vis des autres militaires (Sampana 2015 : 37). En même temps, il a fait avancer un agenda d'ouverture institutionnelle visant la société civile, ayant permis de construire une « démocratie à double façade » (Hagberg 2010). L'image de cette démocratie était maintenue à l'extérieur par de nombreux engagements de Blaise Compaoré comme médiateur au nom de la CEDEAO dans de conflits dans la sous-région (Niang 2016 ; Afolabi 2020 : 57).

Suite à la fuite de l'ancien président en Côte d'Ivoire fin octobre 2014, l'armée – soutenue par une partie des mouvements sociaux – a pris le pouvoir et installé le lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida comme président intérim. Zida, quant à lui, a déclaré la suspension de la constitution pour permettre l'instauration d'un régime transitoire. Alors que pour ceux ayant participé aux manifestations, la chute de Compaoré était une « révolution », pour la plupart des acteurs internationaux, y compris l'UA et la CEDEAO, l'événement avait laissé un vide de pouvoir à combler par des élections rapides (Sampana 2015).⁹ Les deux organisations africaines ont immédiatement condamné la prise de pouvoir militaire et exigé le retour à l'ordre constitutionnel. Néanmoins, elles n'ont pas immédiatement suspendu le Burkina Faso. Dans sa décision du 03 novembre 2014, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a demandé la mise en place d'un gouvernement de transition civile dans les 14 jours suivant le communiqué issu, sous peine de suspension du pays ainsi que de « sanctions ciblées à l'encontre de tous ceux qui feraient obstacle » au retour à l'ordre constitutionnel (UA CPS 2014). La CEDEAO, appliquant une approche plus modérée, a demandé le retour immédiat à un gouvernement civil à travers un dialogue inclusif et a prié la communauté internationale de ne pas ordonner de sanctions contre le pays (CEDEAO 2014).

9 Il s'agit même d'un « double vide » (Sampana 2015 : 40) du pouvoir dû à la démission et à la fuite de Blaise Compaoré, ainsi que du président de l'Assemblée Nationale qui selon la constitution prendrait la tête du gouvernement dans une telle situation.

Suite aux premières réactions, l'UA a envoyé l'ancien premier ministre du Togo, Edem Kodjo, comme envoyé spécial, tandis que la CEDEAO a envoyé le président sénégalais, Macky Sall, à Ouagadougou pour mener des consultations avec les acteurs locaux – des membres de l'ancien gouvernement et de l'opposition, ainsi que des représentants de la société civile – afin de faciliter le retour à un gouvernement civil. Cela a inclus l'élaboration d'une feuille de route de la transition incluant le calendrier de l'organisation des élections. Ce dernier a créé un débat entre les acteurs locaux qui visaient une transition plus longue afin de réformer l'ancien système, alors que la CEDEAO optait pour une transition de 6 mois (Saidou 2018 : 46). Le résultat de la médiation régionale a été un « power-sharing deal » avec un gouvernement intérimaire composé de l'ancien diplomate Michael Kafando et d'un premier ministre issu de l'armée, le lieutenant-colonel Zida. La CEDEAO, en collaboration avec l'UA, et les Nations Unies ont créé le Groupe international de suivi et d'appui à la transition au Burkina Faso (GISAT-BF) pour accompagner, ainsi que surveiller le processus de la transition et coordonner le soutien international à travers des missions régulières à Ouagadougou (UA CPS 2014 ; CEDEAO 2014).

En outre, une charte de transition a été rédigée – également dans le contexte des consultations avec les envoyés des deux organisations – pour légaliser le gouvernement de transition et mettre en place des institutions telles que le Conseil National de la Transition (CNT), composé de l'ancienne opposition, de l'ancienne majorité, des organisations de la société civile et des forces de défense et de sécurité. Un des projets les plus contestés lors de la transition a été la révision du Code électoral qui jugeait, sur la base de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, inéligible tout acteur ayant soutenu la modification de l'article 37 pour les élections présidentielles et législatives prévues pour novembre 2015 (Witt 2019 ; Witt et Schnabel 2020). Après que la proposition de modification du code électoral lui a été adressée par un groupe de politiciens et de citoyens proches de l'ancien président, la Cour de Justice de la CEDEAO a jugé cette modification comme étant une violation de la libre participation aux élections (CEDEAO Cour de Justice 2015 : 10–11). Néanmoins, cette décision n'a pas été appliquée. En conséquence, une grande partie des membres de l'ancien régime ont été exclus des élections prévues. Le 16 septembre 2015, un coup d'État contre le gouvernement transitoire a été mené par le général Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major particulier du président Blaise Compaoré et issu des rangs du RSP (Ouédraogo 2016). Moins d'un mois avant les élections, ce coup d'État a été perçu comme une interruption de la transition et des accomplissements de « l'insurrection populaire » d'octobre 2014. Par conséquent, une vaste mobilisation civile s'est formée contre le « vol de la transition » (Banégas 2015 ; Zeilig 2017).

L'UA et la CEDEAO ont immédiatement condamné le coup d'État, leurs approches étant toutefois différentes. Alors que l'UA a suspendu le Burkina Faso de l'organisation, qualifié les putschistes d'« éléments terroristes » et menacé de sanctions contre les coupables (UA CPS 2015), la CEDEAO, quant à elle, a pris un chemin plus réconciliateur et envoyé Macky Sall, ainsi que le président béninois, Thomas Yayi Boni, à Ouagadougou pour tenir des consultations avec les militaires (CEDEAO 2015). Les deux envoyés sur place ont négocié avec les putschistes le retour au gouvernement de la transition, ainsi que la libération de quelques-uns de ses membres. Malgré ce succès, la proposition d'amnistie pour les auteurs du coup d'État par les médiateurs de la CEDEAO, communiquée à travers les médias locaux, a suscité une opposition farouche de la société civile qui s'est mobilisée contre cette disposition (Saidou 2018 : 49). Les chefs d'État de la CEDEAO, lors de leur sommet extraordinaire à

Abuja le 22 septembre 2015, ont décidé de soutenir le gouvernement de transition plutôt que de s'engager dans un compromis avec les auteurs du coup d'État (CEDEAO 2015). Des élections transitoires ont donc été organisées le 29 novembre 2015, aboutissant finalement au rétablissement de l'ordre constitutionnel et donc à la fin officielle de l'intervention régionale.

Dans ce contexte, les chapitres suivants résument les connaissances générales des deux organisations régionales parmi les Burkinabè interviewés pour cette étude (chapitre 4), ainsi que les différents récits sur l'expérience de leurs interventions lors de la transition (chapitre 5).

4. CONNAISSANCES DES ORGANISATIONS RÉGIONALES

Comprendre le niveau et la nature des connaissances sur l'UA et la CEDEAO est une précondition nécessaire pour juger et interpréter la valeur analytique des perceptions locales des interventions régionales. Il est généralement admis que les organisations régionales africaines sont peu connues par les citoyens africains (Olapade et al. 2016 : 14). Pour le Burkina Faso, les résultats de notre recherche ne confirment que partiellement cette hypothèse. Une telle correction est importante, car le prétendu manque de connaissances sur les organisations régionales est souvent utilisé pour nier la pertinence analytique et sociale des perspectives locales. Comme nous l'expliquerons dans cette section, nos résultats empiriques permettent trois observations en particulier : premièrement, les niveaux de connaissance de l'organisation sous-régionale (CEDEAO) et de l'organisation continentale (UA) sont variables. L'UA est moins connue comparativement à la CEDEAO, quels que soient les acteurs locaux considérés. En effet, l'UA a été peu mentionnée, spontanément et en soi, par les participants de recherche. Très souvent, dans leurs récits, les répondants ne faisaient pas systématiquement la distinction entre les deux organisations, parlant de « ces organisations », mais lorsqu'on leur demandait de préciser à laquelle des deux ils faisaient référence, la plupart du temps il s'agissait de la CEDEAO. Tandis que la CEDEAO est connue par ces instruments de gouvernance régionale de différents domaines (comme la libre circulation et/ou l'intégration des marchés), l'UA est plutôt connue à travers les crises politiques et conflits, notamment par ses déclarations de condamnation. Cela montre qu'en ce qui concerne la connaissance générale, la CEDEAO est bel et bien l'organisation la « plus proche » des Burkinabè. Deuxièmement, on confirme également une grande différence entre les membres des élites politiques et associatives d'un côté et les Burkinabè « lambda » de l'autre côté, en ce qui concerne le niveau, mais aussi le type de connaissances détenues par les participants à notre recherche. Alors que les premiers ont une connaissance « factuelle » des organisations régionales, les seconds possèdent plutôt un savoir « pratique » qui se nourrit des expériences concrètes du quotidien. Troisièmement, il apparaît alors que le niveau de connaissance est fonction du statut socio-économique et de l'éducation scolaire, ainsi que des expériences individuelles et quotidiennes des différents acteurs.

4.1 DES ORGANISATIONS BIEN CONNUES DANS LE CERCLE DES LEADERS

La plupart des leaders dans différents domaines et des membres des organisations de la société civile ont une assez bonne connaissance des organisations régionales que sont l'Union Africaine et la CEDEAO. En effet, qu'il s'agisse de leurs objectifs, de leur domaine d'intervention, de leurs textes ou de leurs instruments, ces organisations sont bien connues par cette catégorie d'acteurs. La plupart d'entre eux, que ce soit les leaders des organisations de la société civile ou des partis politiques, connaissent surtout les textes relatifs à la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que ceux sur la démocratie et la gouvernance qui fixent les normes relatives aux élections et posent le principe de la limitation des mandats électoraux (par exemple la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et le Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance). Outre le domaine de la gouvernance, certains ont évoqué la Vision 2020 de la CEDEAO, l'ECOMOG (la force militaire de la CEDEAO) et, beaucoup d'entre eux, la Cour de Justice de la CEDEAO, surtout en rapport avec le verdict de la Cour sur le processus électoral de 2015 au Burkina (voir chapitre 3). Les textes de la CEDEAO sur l'exploitation des ressources minières ou des organes comme la Commission et la Cour africaines des droits de l'homme et des peuples de l'UA sont connues par nos interlocuteurs qui y ont souvent recours. De plus, certains leaders politiques connaissent l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) qui siège à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso.

Si certains textes et instruments de la CEDEAO et de l'UA sont relativement bien connus, les connaissances sur le fonctionnement interne de ces deux organisations reposent davantage sur l'imaginaire social dominant, selon lequel elles sont considérées comme des « syndicats de chefs d'État », que sur une connaissance détaillée et factuelle. Expliquant que le recrutement dans ces institutions est plus politique que basé sur les compétences, un leader syndical exprime son opinion – cette dernière reflétant celle de nombreux participants – à travers cette image :

« [...] du fait même que pour accéder à un poste au niveau de l'exécutif de la CEDEAO, il faut être avalisé par ton dirigeant. [...] C'est vrai qu'il y a quelques fonctionnaires qui y sont mais au haut niveau, il faut avoir l'aval de ton pays pour y être, si bien qu'il y a malheureusement le devoir de redevabilité qui fait que, bon [...], à un certain moment quand il y a une crise [...], les fonctionnaires qui y sont travaillent pour le compte des dirigeants qui les ont envoyés » (leader syndical à Ouagadougou, entretien 16 février 2021).

Un des marqueurs de bonne connaissance de ces acteurs est le fait qu'ils soient affectés par les normes et les politiques des deux organisations dans leur vie professionnelle quotidienne, en tant que politiciens, juristes et militants de la société civile. Il s'agit principalement de ceux qui utilisent les textes de la CEDEAO et de l'UA dans leurs activités professionnelles et qui ont des contacts directs avec les organisations par le biais de colloques, ateliers ou autres sessions de travail. Outre le niveau relativement élevé d'éducation formelle, pour l'élite, ce sont donc les rencontres professionnelles quotidiennes qui permettent une meilleure connaissance des organisations régionales africaines, mais qui en définissent aussi les limites.

4.2 DEUX ORGANISATIONS AFRICAINES PAS OU PEU CONNUES PAR LE BAS

Si elles sont connues par l'élite, l'Union Africaine et la CEDEAO sont très peu connues par les citoyens « lambda » du Burkina. En effet, selon différents acteurs que nous avons rencontrés, les populations à la base ont une connaissance limitée des deux organisations. Plus important que le niveau réel de connaissance est donc le fait que, très largement, les gens ont la perception qu'eux-mêmes ou d'autres citoyens « ordinaires » ne savent rien des deux organisations régionales. Ainsi, lors d'un *focus group* dans une ville secondaire du pays, un des participants affirme à ce propos :

« [...] l'Union Africaine et la CEDEAO, ce sont des structures méconnues par les populations, surtout par la classe économique de la population [...]. Vous demandez aux paysans de Yako ce que c'est, l'UA ou la CEDEAO, et bien il sera ébahi » (membre du MPP à Yako, *focus group* 04 mars 2021).

Cette opinion sur la méconnaissance des organisations régionales par la population générale est partagée par une majorité des interlocuteurs et considérée comme assez « normale » :

« En fait, on ne sait rien de ces institutions ! Voilà. Donc les lois ou les textes qu'ils votent et autres, c'est réservé uniquement [...] comment on appelle ça [...] à un niveau de personnes, des intellectuels universitaires et autres. Mais après ça, la grande majorité n'a rien à foutre de ces institutions, parce qu'elle ne sait rien de ça, de ces institutions » (leader mouvement social à Ouagadougou, entretien 27 février 2020).

Il semble parfois que, du point de vue « lambda », le fait de ne pas savoir, en ce qui concerne les organisations régionales, est un élément central de l'autoidentification de cette partie de la société burkinabè et une mise en évidence du grand fossé qui sépare ces organisations des citoyens « ordinaires ». Une explication largement répandue de ce manque de connaissance est l'invisibilité des deux organisations dans le quotidien de la majorité des Burkinabè, comme l'explique encore le même interlocuteur :

« Alors aujourd'hui, si vous demandez aux Burkinabè ou aux Maliens quelles sont les réalisations de la CEDEAO ici, personne ne va vous montrer quelque chose. Mais si vous posez des questions sur des fonds financiers, peut-être des fonds de l'Union Européenne et autres, on va vous montrer des bâtiments où c'est écrit « Union Européenne » et vous allez voir » (leader mouvement social à Ouagadougou, entretien 27 février 2020).

Néanmoins, l'éducation formelle a une influence importante sur le niveau de connaissance. Nos *focus groups* et entretiens ont démontré que les personnes scolarisées savent par exemple définir les sigles de ces organisations, connaissent leur couverture géographique, l'histoire de leur création, leur domaine d'intervention, leur siège, etc. L'école offre ainsi un ensemble de connaissances som-

maires sur ces organisations africaines à ceux qui y ont accès. Et c'est ce qui ressort de l'affirmation de cet étudiant qui participait au *focus group* d'un quartier défavorisé :

« Je suis étudiant, donc si je dis que je ne connais pas l'Union Africaine, c'est un peu problématique. Voilà, disons, l'Union Africaine, ça regroupe l'ensemble des États africains, comme déjà on l'entend, l'Union Africaine, voilà et puis la CEDEAO aussi, la définition, c'est la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest [...], quand il y a des problèmes dans un pays, ils peuvent déléguer des hauts représentants voilà, pour essayer de résoudre ce problème-là » (jeune à Djikôfê, *focus group* 21 février 2021).

Même s'il ressort que, de façon générale, ces organisations ne sont pas bien connues par les « masses populaires », il n'empêche que certaines personnes entendent parler d'elles. L'accès à l'information sur ces organisations passe aussi, outre l'école, par le « bouche à oreille » et certainement aussi par les médias (radio et/ou télévision) et les réseaux sociaux. Certains de nos interlocuteurs disent connaître ces organisations parce qu'ils ont entendu parler d'elles. C'est le cas de cette interlocutrice, commerçante dans un marché, qui témoigne :

« Nous, on entend parler de ces organisations, mais on ne sait pas beaucoup de choses sur elles, ni sur les aides qu'elles apportent, mais nous entendons parler d'elles » (commerçante au marché Zogona, *focus group* 11 mars 2021).

De plus, les organisations sont connues par quelques traces qu'elles laissent dans le quotidien des gens « ordinaires » – bien que très limitées. Par conséquent, certaines de leurs actions, telles que la libre circulation des personnes et des biens sont relativement bien connues aussi dans la population. Ainsi le passeport CEDEAO, par exemple, reste une marque forte de visibilité et donc de connaissance de cette organisation. Par exemple, les femmes commerçantes ont systématiquement associé leur connaissance de la CEDEAO aux passeports CEDEAO qu'elles ont obtenus pour mener librement leur commerce. C'est ce que nous raconte l'une d'entre elles :

« Ce que moi j'ai appris de la CEDEAO, c'est lorsqu'elle était venue pour distribuer des cartes CEDEAO pour permettre aux femmes de rentrer dans les pays voisins sans être dérangées pour ça en tout cas, voilà c'est ça » (commerçante au marché Zogona, *focus group* 11 mars 2021).

En somme, si le niveau de connaissance des deux organisations régionales est (perçu comme) relativement faible parmi les citoyens « ordinaires », nos entretiens et *focus groups* ont également révélé l'existence d'une connaissance pratique et quotidienne très répandue. Cette connaissance pratique est basée sur les expériences quotidiennes des Burkinabè avec ces normes et textes régionaux. Cependant, et au-delà de l'éducation scolaire, la connaissance des élites et celle des citoyens « ordinaires » concernant ces organisations sont toutes deux fortement façonnées par les experien-

ces individuelles quotidiennes, que ce soit en tant qu'utilisateurs des cadres politiques et doctrines juridiques régionaux ou en tant que personnes affectées par ces derniers dans leurs rencontres quotidiennes.

5. LES PERCEPTIONS DES INTERVENTIONS DE L'UNION AFRICAINE ET DE LA CEDEAO

Le chapitre suivant révèle les perceptions locales des interventions de l'UA et de la CEDEAO après la chute de Blaise Compaoré en 2014 et lors de la transition en 2015. Ces perceptions sont façonnées par deux points de critique dominants : premièrement, le manque d'anticipation et l'intervention tardive des organisations régionales après la chute de Blaise Compaoré en 2014 ont été critiqués par tous les acteurs, y compris les représentants de l'ancien régime ; deuxièmement, les acteurs dans plusieurs localités, avec la seule exception des membres de l'ancienne parti au pouvoir, ont perçu la condamnation par la CEDEAO du coup d'État manqué de 2015 comme manquant de fermeté et ont critiqué la demande d'amnistie des médiateurs en faveur des putschistes. Les deux points de critique sont fortement liés et reflètent en même temps l'image populaire des organisations régionales comme « syndicats des chefs d'État », avec leurs membres qui se protègent entre eux (voir introduction et chapitre 4).

Bien qu'il y ait des perceptions et critiques communes des interventions régionales, elles sont enchâssées dans trois récits collectifs différents concernant les acteurs régionaux, leur rôle joué lors de la transition politique, ainsi que l'expérience concrète de leurs interventions. En général, un récit rassemble des perceptions, des évaluations, et même des émotions, en commun, qui révèlent un processus de compréhension et de logique propre, pour faire sens d'une période ou bien d'une crise (Gadinger et al. 2014 : 9–10). L'identification des récits est un moyen approprié pour comprendre les perspectives locales sur le conflit et la paix, ainsi que sur les interventions extérieures (voir aussi Karlborg 2014 ; Mac Ginty et Firchow 2016). Chaque récit révèle donc un processus de compréhension et de logique propre, pour faire sens de cette période de l'histoire burkinabè et des actions concrètes de l'UA et de la CEDEAO. Les deux premiers récits, partagés surtout par les élites des plus grandes villes du pays, révèlent des interprétations opposées concernant le rôle joué par les organisations régionales africaines : une critique virulente de l'acteur régional le plus proche, la CEDEAO, exprimée surtout par les membres des mouvements sociaux créés en 2013/2014, et au contraire, une certaine appréciation de l'accompagnement de la transition et du retour à un gouvernement civil, parmi ceux ayant une longue expérience politique en tant que députés ou membres de la société civile.

Le troisième récit représente une perspective jusqu'ici peu reconnue dans la discussion et dans la littérature académique sur les interventions régionales africaines : il s'agit de la perspective non-élitaire et donc des perceptions du « citoyen lambda ». Comme le montre l'analyse, les perceptions des citoyens « ordinaires » vont au-delà de la critique virulente d'un côté, et de l'évaluation mitigée et basée sur les normes régionales de l'autre côté. Leur évaluation des interventions est plutôt positive et se base sur leurs besoins de la vie quotidienne sans qu'ils expriment des attentes excessives. C'est la perspective de ceux sans accès ni au pouvoir ni aux débats – y compris la médiation par les orga-

nisations régionales – perspective qui reste inconnue. Ce récit non-élitaire montre que, bien qu’elles soient des organisations éloignées, l’intervention de la CEDEAO et de l’UA est appréciée en raison des effets immédiats et positifs, malgré les critiques les plus audibles.

5.1 LA PERSPECTIVE RADICALE : UNE CEDEAO RETARDATAIRE ET PARTISANE

Le premier récit est surtout partagé par les acteurs protagonistes des mouvements populaires ayant joué un rôle clé dans la mobilisation en 2013/2014, notamment dans les grandes villes du pays – Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou. Ces acteurs s’identifient fortement avec « leur révolution », et étaient l’une des voix les plus audibles lors de la transition burkinabè (WANEP 2015 : 2). La critique principale apparaissant dans ce récit se base sur deux points : Premièrement, le reproche du « vol » de leur révolution, à cause de l’intervention tardive en 2014 *après* la chute de Blaise Compaoré – qui était l’achèvement de leur résistance collective; deuxièmement, l’exigence, par les acteurs régionaux, d’organiser des élections rapides, alors que la vision de la société civile durant cette période allait plus loin qu’un simple changement de gouvernement :

« Nous, nous étions vraiment des acteurs directs sur le terrain, on peut dire qu’à ce moment-là, la CEDEAO, surtout la CEDEAO, nous a déçus, nous a déçus parce que la CEDEAO était venue pour rétablir l’injustice au détriment de la justice. La CEDEAO était venue contre le peuple burkinabè, voilà » (leader mouvement social à Ouagadougou, entretien 29 janvier 2021).

Leur récit porte une image des organisations comme « n’ayant rien fait » pour juguler les crises burkinabè de 2014 et 2015. Cette critique féroce dirigée plutôt contre la CEDEAO – « tout ce que la CEDEAO a fait, la CEDEAO a complètement échoué » (leader mouvement social à Ouagadougou, entretien 27 février 2020) – renforce encore l’image populaire de l’organisation comme étant un syndicat de chefs d’État manipulé par des chefs d’État se protégeant entre eux, mais ne servant à rien pour leur pays. Cette méfiance est fortement liée à la carrière de Blaise Compaoré comme médiateur célèbre de la CEDEAO, ainsi qu’à la proximité du président de la Commission de la CEDEAO à l’époque, Kadré Désiré Ouédraogo, un proche allié de Blaise Compaoré, ayant aussi participé à la première mission de l’organisation à Ouagadougou juste après la chute du Président. En conséquence, le silence de l’organisation contre la tentative de modifier la constitution est interprété par certains acteurs comme un cautionnement et un soutien envers l’ancien Président, comme un jeune membre du Balai Citoyen l’exprime :

« [...] quand il y a eu l’insurrection, parce que tout de suite, ce qu’on a observé, c’est un silence coupable des institutions censées prendre la défense des citoyens lorsqu’ils sont martyrisés, qu’ils subissent une dictature, n’arrivent pas à exercer un certain droit légitime de liberté d’expression et tout le reste. Ils ont tout de suite pris position pour leur allié, qui était Monsieur Blaise Compaoré, par un silence ourdi, qui a duré longtemps, et qui, pour

nous, paraît comme un soutien non assumé » (membre du Balai Citoyen à Ouagadougou, entretien 20 février 2020).

Selon ce récit, l'amnistie pour les putschistes proposée par les médiateurs après le coup d'État de 2015 ajoute encore à cette image d'un syndicat qui reste fidèle à l'ancien pouvoir, comme l'exprime le leader d'un mouvement social :

« Disons d'abord que la CEDEAO, c'est un syndicat de chefs d'État qui sont là pour se défendre. Pour se défendre, parce que les collègues qui sont là peuvent témoigner de ce qu'ils sont venus faire pendant l'insurrection et pendant la résistance au coup d'État au Burkina Faso. Voilà. On ne peut pas comprendre qu'une organisation sous-régionale, au lieu de rester aux côtés du peuple, d'assister le peuple burkinabè, ils soient venus avaliser un coup d'État. C'est le nom, hein ! La CEDEAO était venue avaliser un coup d'État » (leader d'un mouvement social à Ouagadougou, *focus group* 14 mars 2020).

Cette forte critique de la CEDEAO a contribué à une appréciation plus positive du rôle joué par l'Union Africaine, tant en 2014 qu'en 2015. La condamnation ferme du coup d'État manqué en 2015 par l'UA a été fortement appréciée et même considérée comme « honorable » (activiste à Ouagadougou, entretien 16 février 2021). Alors que la CEDEAO faisait l'objet d'une critique virulente, l'organisation continentale était perçue comme plus éloignée, mais aussi comme plus neutre. Cette perception était encore encouragée par quelques contacts directs de certains, entre autres, avec la Présidente de la Commission de l'Union Africaine de l'époque, Nkosazana Dlamini-Zuma – « Madame Zuma » – connue également pour sa lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Cela a nourri une image de l'UA ayant réagi et répondu aux demandes des acteurs protagonistes de l'insurrection et non pas en raison de ses mécanismes et instruments de gestion de conflit.

Comme chez les activistes de première heure, l'image d'une CEDEAO qui n'a pas compris et/ou a été manipulée s'est également manifestée du côté de l'ancienne majorité, parmi les membres du CDP.¹⁰ Les parlementaires et membres du parti de Blaise Compaoré dans la capitale ont également critiqué le manque de mesures anticipatives et l'intervention tardive de la CEDEAO face à l'instabilité et au « chaos » qui régnait dans le pays au long de l'année 2014 selon leur perspective. Dans quelques entretiens, une perception plus radicale des organisations comme « complices » avec les insurgés est apparue à cause de leur intervention après la chute de Compaoré (voir aussi Hagberg et al. 2015 : 201). Pour eux, il s'agissait d'un coup d'État contre un régime légitimement élu. Donc, ils attendaient une réaction plus ferme contre l'insurrection « anticonstitutionnelle » et reprochaient aux organisations régionales d'être trop proches des insurgés (député CDP à Ouagadougou, entretien 26 mars 2021 ; représentant CDP à Ouagadougou, entretien 30 mars 2021).

10 Néanmoins, il n'y a pas de récit en soi de la part du CDP, surtout hors de la capitale, mais il y a aussi des voix modérées, qui ont apprécié l'accompagnement de la CEDEAO au début de la transition, mais fortement critiqué le déroulement de la transition et la société civile politisée (député CDP à Ouagadougou, *focus group* 18 mars 2021).

La manière dont l'image populaire d'un « syndicat » est retournée pour accuser la CEDEAO de « complicité » avec les insurgés montre comment cette image est nourrie par tous les côtés politiques à l'heure de la crise. La politisation de la CEDEAO reflète bien le fait que les perceptions des interventions s'inscrivent dans les dynamiques locales et les discours politisés de vainqueurs/perdants de la transition.

Une médiation imposée qui contrecarre l'insurrection

Les perceptions de la médiation sur place dans ce récit se manifestent dans un discours général « d'imposition », et d'un « dictat » de la CEDEAO et de sa feuille de route pour la transition, notamment en ce qui concerne son objectif (des élections rapides) et la durée. Les aspirations des protagonistes de l'insurrection ne s'arrêtaient pas à vouloir la chute de l'ancien président. Ils aspiraient en effet à un changement profond du régime en place, utilisant souvent les images et le vocabulaire du révolutionnaire Thomas Sankara, le prédécesseur de Blaise Compaoré (Hagberg 2015 ; Zeilig 2017 ; Soré 2018). C'est ce qu'exprime un membre d'un des mouvements clés pour la mobilisation de Koudougou en 2013/2014 :

« [...] le problème du Burkina, ce n'était pas un problème d'élections. C'est pourquoi j'ai dit, quand on veut aider, il faut être honnête. Au Burkina Faso, les gens ne sont pas sortis les 30 et 31 octobre [de 2014] pour un problème d'élections, non. Les gens sont sortis, pas parce qu'ils n'aimaient pas Blaise, non. Les gens sont sortis parce que Blaise avait fait son temps au Burkina Faso. Les gens attendaient un changement » (membre d'un mouvement social à Koudougou, *focus group* 10 mars 2020).

Face à ce désir d'en finir avec le « système Blaise Compaoré », le calendrier électoral et la durée de six mois proposés par les médiateurs ont été les éléments les plus polarisants de l'intervention régionale, et encore plus dans le contexte d'une menace d'application de sanctions. Cela a renforcé l'image de la CEDEAO comme organisation voulant contrecarrer l'insurrection populaire.

Si leur participation aux consultations avec la CEDEAO et l'UA a été jugée positive, la pratique générale des médiateurs de consulter tous les acteurs – l'ancien régime, l'opposition, la société civile et les leaders traditionnels et religieux – a été plus critiquée que dans les deux autres récits. Par exemple, l'inclusion imposée des membres de l'ancien régime après l'insurrection a été perçue comme un affront par les leaders des mouvements sociaux :

« Quand on nous avait présenté l'ancien régime en face de nous, on a dénoncé, on a quitté la salle. Ça veut dire qu'on n'était pas d'accord ! Voilà, les responsables, ceux qui ont été les coupables pendant l'insurrection, ceux qui ont été à l'origine du décès de nos camarades qui sont encore à la morgue, on vient nous les présenter en face 72 heures après ? On ne peut pas être d'accord ! Voilà, on a signifié ça à Macky Sall, on a signifié ça à Kadré Désiré Ouédraogo » (représentant d'un mouvement social à Ouagadougou, *focus group* 14 mars 2020).

En outre, ils accusent les médiateurs d'avoir politisé les consultations à travers l'inclusion de groupes de la société civile selon eux proches de l'ancien pouvoir, comme les autorités traditionnelles telles que le Moogho Naba¹¹, mais également certains individus. En bref, les médiateurs de la CEDEAO – souvent nommés « les Macky Sall » – agissaient pour eux de la même manière partisane que l'organisation qu'ils représentaient. Cela montre une fois de plus comment les perceptions de l'intervention et de ses pratiques concrètes sur le terrain sont fortement influencées par les dynamiques locales et politisées de la transition.

5.2 LA PERSPECTIVE MITIGÉE : L'UA ET LA CEDEAO COMME ASSISTANTES DE LA TRANSITION

Le deuxième récit identifié est partagé par la plupart des leaders ayant une expérience dans la politique nationale, soit en tant que parlementaires de l'opposition à l'époque de Blaise Compaoré, soit en tant que dirigeants ou représentants d'organisations de la société civile. Ces organisations, associations et mouvements (dans ce qui suit « société civile traditionnelle ») présents dans les grandes villes du pays ont une (plus) longue tradition et expérience de contrepoids au gouvernement – l'ancien régime inclus.¹² Cette expérience politique se reflète surtout dans les paramètres selon lesquels ils perçoivent et évaluent les interventions de l'UA et de la CEDEAO, paramètres liés à leurs mandats et instruments, sans faire de distinction entre les deux en jugeant leur performance, comme dans le récit antérieur. La société civile traditionnelle a surtout apprécié le retour à un gouvernement civil, et l'accompagnement lors de la période de transition. Cela est aussi le résultat d'une meilleure connaissance de leurs textes, fonctionnement et instruments, ainsi que de l'expérience de coopération directe, surtout parmi certains leaders de la société civile traditionnelle, qui affectent également les perceptions des interventions des deux organisations.

La plupart ont évalué positivement leur « omniprésence et le suivi de près de l'évolution de la situation », y compris la préparation des élections (directeur d'entreprise à Ouagadougou, entretien 17 février 2021) et leur « assistance constante » (représentant société civile à Ouagadougou, entretien 16 avril 2021) pour ce qui était d'accompagner et de surveiller la transition. Certains membres de la société civile ayant des expériences de coopération directe avec la CEDEAO étaient même au courant et avaient apprécié les tentatives diplomatiques officieuses de l'organisation pour empêcher Blaise Compaoré de changer la constitution au cours de l'année 2014, malgré leur manque d'impact (leader société civile à Ouagadougou, entretien 28 février 2020 ; leader société civile à Ouagadougou, entretien 19 mars 2020 ; représentant société civile à Ouagadougou, entretien 16 avril 2021). L'évaluation visait plutôt leur engagement au long de la transition et leur volonté générale d'aider à résoudre la

11 Le Moogho Naba est l'autorité traditionnelle la plus haute des Mossis, le groupe ethnique majoritaire au Burkina Faso. La méfiance exprimée parmi certains participants à la recherche est certainement due à la forte relation de l'ancien régime avec les autorités traditionnelles soutenant les institutions étatiques formelles depuis l'époque coloniale et l'indépendance (Harsch 2017).

12 Cela explique également leur regard plus critique sur certains protagonistes de l'insurrection. Cependant, ils n'incluent pas les organisations plus à gauche qui ont une vision plus radicale de l'État et de ses institutions, comme les syndicats et les associations d'étudiants et de jeunes idéologiquement proches.

crise au Burkina Faso – même si cela était trop tard – comme l’exprime un leader senior de la société civile :

« [...] au moins ils ne sont pas restés les bras croisés. Ils se sont souciés de la crise que l’on vivait, ils se sont déplacés, ils sont venus. Bon, malheureusement pour nous, ils sont venus un peu à un moment où le peuple avait fini de régler ses problèmes » (leader de la société civile à Ouagadougou, *focus group* 14 mars 2020).

Contrairement à ce qui caractérisait le premier récit, les perceptions sur le rôle de l’UA et de la CEDEAO lors de la transition ne diffèrent pas de la même manière. L’évaluation de ce groupe était plus focalisée sur l’ensemble des deux organisations – se référant à « ils » ou « elles » – et leurs efforts pour accompagner la transition :

« Ils ont vraiment tenu à surveiller, puisque là aussi, à la dernière minute les gars voulaient dérapier. Ils ont insisté pour que les termes de la transition soient respectés, afin qu’on puisse aller aux élections rapidement » (représentant d’une association à Bobo-Dioulasso, *focus group* 31 mars 2021).

Pour ce groupe, il était assez « normal » que les deux organisations – sur la base de leurs mandats et instruments – suivent la transition burkinabè et y réagissent. Néanmoins, si les évaluations positives de leur contribution à la transition burkinabè portaient sur les objectifs généraux d’appuyer le retour à un régime civil et de rejeter tout gouvernement et toute influence militaire, les efforts de la CEDEAO, en tant qu’organisation responsable de la sous-région, étaient plus appréciés, dans leurs perceptions, que ceux de l’UA :

« Moi, je pense que leur venue était presque normale parce que, quand il y a une crise dans la sous-région, les gens ont des accords qu’ils ont eu à signer, effectivement, ils doivent venir pour gérer le problème. Maintenant, est-ce qu’on souhaitait, personnellement, [...] je pense que quand on a dit que la CEDEAO venait, moi, en tout cas, j’étais content et je sais qu’il y avait pas mal de personnes, en tout cas, qui pensaient qu’ils allaient venir résoudre la crise » (député MPP à Ouagadougou, *focus group* 18 mars 2021).

Parmi une grande partie de la société civile traditionnelle et des représentants des partis politiques, il y avait un consensus sur le délai d’un an et sur l’objectif de la période de transition, notamment la tenue d’élections libres et transparentes pour déterminer un nouveau gouvernement. La majorité d’entre eux craignait que si la transition durait plus d’un an, le gouvernement de transition risquait de rester trop longtemps au pouvoir et de profiter de la situation (voir aussi Saidou 2018 : 46), malgré des inquiétudes quant à la première suggestion de la CEDEAO, à savoir 6 mois, ce qui était trop court. Quelques-uns ont également apprécié le fait que la CEDEAO n’ait pas imposé de sanctions en 2014, ce qui était interprété comme une reconnaissance de « l’insurrection » de sa part. Cette

appréciation, par rapport à la critique virulente des interventions régionales dans le récit précédent, reflète bien la division entre les acteurs sociaux au début de la transition, lorsque les organisations de la société civile traditionnelle craignaient que « la révolution soit confisquée » par les militaires (Hagberg et al. 2015 : 216).

Une médiation qui suit les « rapports de force » du moment

Contrairement aux répondants du premier récit, les leaders de la société civile et les parlementaires de l'ancienne opposition ont généralement apprécié les efforts des médiateurs ayant consulté les différents groupes politiques et sociaux pour faciliter l'installation d'un gouvernement de transition :

« Alors, disons que l'Union Africaine et la CEDEAO ont joué un rôle très important au niveau de la transition, dans la mesure où ils ont joué un rôle de médiation assez important pour permettre la mise en place des institutions. Disons que l'Union Africaine comme la CEDEAO ont envoyé à Ouagadougou des représentants qui ont eu à travailler avec les différentes parties – que ce soient les partis politiques, la société civile, et aussi les partis politiques qui venaient de perdre le pouvoir – pour voir dans quelle mesure il était possible de mettre en place un système » (leader de la société civile à Ouagadougou, entretien 19 mars 2020).

Alors que la médiation était jugée de façon positive, la majorité des représentants de la société civile traditionnelle et des députés jugeaient l'inclusion de la société civile pendant la période de transition comme politisée par des acteurs proches du MPP, accusant ces derniers d'avoir manipulé les mouvements dans leur sens.¹³ Ils critiquaient les aspirations politiques et personnelles de certains leaders, comme l'exprime ce représentant d'une organisation de la société civile :

« C'était très, très loin d'être représentatif. Je vous prends un exemple. Les rencontres avec la CEDEAO auxquelles j'ai participé : j'ai vu des acteurs de la « société civile » dont les organisations ne sont pas du tout connues. Elles se limitent peut-être aux membres de leur bureau qui ne mènent pas d'activités sur le terrain, qui étaient en réalité là pour le compte d'un parti politique, le MPP, le parti au pouvoir » (représentant société civile à Ouagadougou, entretien 05 mars 2021).

Pour eux, les consultations régionales avec surtout les représentants des mouvements sociaux reflétaient bien les « rapports de force » de l'époque, ces représentants ayant une voix considérablement plus audible et étant en même temps sous l'influence de certains partis de l'opposition avec des aspirations politiques.

13 Cette politisation des mouvements ayant participé à l'insurrection et à la transition est aussi reflétée dans la littérature académique, avec une grande partie des organisations récemment créées et ayant contribué à la chute de Blaise Compaoré ayant été financées par des partis politiques de l'opposition (Saidou 2018 : 43).

Cet argument de « rapports de force » était également partagé par les membres de l'ancienne majorité dans la capitale. Les proches de Blaise Compaoré critiquaient fortement la mauvaise gestion de la transition – « chaotique » selon des opinions modérées (représentant CDP à Ouagadougou, entretien 30 mars 2021) et « illégale » selon les plus radicaux (député CDP à Ouagadougou, entretien 26 mars 2021) – avec le coup d'État de 2015 comme sa conséquence logique. La révision du code électoral qui a suscité une décision de la Cour de Justice de la CEDEAO s'ajoute à ce récit, invoquée presque uniquement parmi ceux qui ont critiqué le manque de professionnalisme lors de la transition (y compris une partie de la société civile traditionnelle) : « A partir de cet instant, la CEDEAO était convaincue que cette transition-là, il fallait y mettre fin parce qu'elle pouvait conduire le Burkina Faso à la dérive. Voilà » (représentant CDP à Ouagadougou, entretien 30 mars 2021). L'ex-majorité voyait l'organisation sous-régionale de son côté et, par conséquent, a été déçue de la non-réaction des deux organisations quand la décision de la Cour de Justice en faveur de l'inclusion est restée « lettre morte » (député CDP à Ouagadougou, entretien 26 mars 2021).

En résumé, bien que plus apprécitif sur l'implication des organisations régionales dans la gestion de la transition au Burkina que le premier récit, le deuxième récit montre néanmoins la perception des deux organisations comme limitées en pouvoirs, en particulier en ce qui concerne leur capacité d'influencer le jeu politique sur place. Comme le premier récit, le deuxième met en lumière la façon dont les perceptions locales sont fortement façonnées par les dynamiques politiques locales lors de cette période.

5.3 LA PERSPECTIVE DES EXCLUS : L'UA ET LA CEDEAO COMME FACILITATRICES POUR RETROUVER LA PAIX

Un troisième récit sur les interventions régionales – et jusqu'ici peu connu – est celui des acteurs locaux loin des discours politiques et de l'accès aux débats publics de la transition. C'est la perspective du « citoyen lambda » : des représentants des petites associations locales et des fonctionnaires locaux dans des communes rurales et des quartiers urbains périphériques, des femmes commerçantes d'un marché populaire à Ouagadougou, entre autres. Bien que ce groupe couvre un large éventail de répondants de différents milieux socio-économiques et éducatifs, tous partagent une exclusion cruciale des processus politiques officiels dans la capitale, y compris ceux dirigés et modérés par l'UA et la CEDEAO pendant la transition. Même si ces acteurs critiquent également l'intervention tardive en 2014, ainsi que le manque d'impartialité de la CEDEAO en 2015, leur perception de la politique de la capitale y compris des interventions régionales est plus éloignée. C'est le récit de ceux sans accès au pouvoir ni aux débats politiques officiels. Alors que les protagonistes de l'insurrection réclament un régime de « rue-cratie » (Hagberg 2015 : 217) et une transition venant « du peuple », « le peuple » ne partage pas nécessairement les mêmes perceptions sur cette période et encore moins, sur les interventions régionales.

Les perceptions et évaluations de ce groupe sont fortement liées à la vie quotidienne et aux besoins immédiats. Le retour à la « normalisation », notamment sortir de la « crise » et retourner à la stabilité, était une appréciation positive et largement partagée sur les interventions régionales et sans

faire de distinction entre la CEDEAO et l'UA. Pour une partie des répondants, les deux organisations ont aidé à amener le pays aux élections ayant permis d'élire un nouveau président – sans référence à d'autres attentes de cette période qui ont joué un rôle majeur dans les discussions tenues entre les leaders politiques dans les grandes villes. Ces acteurs lient le retour à la stabilité au retour à leur vie quotidienne, au « train-train » de tous les jours, comme l'accès à la capitale, l'accès au marché ainsi que la possibilité de se rencontrer au village :

« Par exemple, nous échangeons actuellement entre nous ici. Au temps de la crise, on ne pouvait pas se réunir ainsi ni échanger, chacun était terré dans sa maison ; et comme nous avons des proches dans la capitale, on ignorait comment ils vivaient et on ne pouvait pas aller leur rendre visite » (conseiller villageois à Loumbila, *focus group* 24 février 2021).

Donc, pour eux la situation de sécurité s'aggravait d'une manière qui les empêchait de se réunir, de discuter et de continuer leur vie normalement. En conséquence, ils apprécient l'intervention régionale parce que simplement « dans un pays où il n'y a pas la paix, il est difficile de vivre sa vie » (commerçante au marché Zogona, *focus group* 11 février 2021), et comme le note également une femme de Loumbila :

« Elles [les organisations régionales] jouent bien leur rôle qui est de ramener la paix. Quand elles arrivent, ça se calme ! Nous qui sommes là, au début du problème, nous ne pouvions plus aller au marché, nous apprenions par-ci par-là que ça tire par-ci par-là, mais que ces institutions sont arrivées, mais nous avons retrouvé la paix et nous pouvions fréquenter de nouveau nos marchés » (femme membre du MPP à Loumbila, *focus group* 24 février 2021).

Cette perception positive se manifestait également dans l'expression utilisée surtout dans les *focus groups* en Mooré. En parlant des interventions, les répondants nommaient souvent les organisations régionales africaines « Sougkoata » : les médiateurs étant des « faiseurs de paix ». ¹⁴ L'évaluation positive reflétée par cette expression est loin de l'image populaire des « syndicats de chefs d'État » souvent utilisée parmi les élites politiques et les leaders de la société civile pour critiquer les organisations régionales africaines et leurs interventions.

Malgré cette appréciation des deux organisations régionales comme ayant aidé le pays à retourner « au calme » et à la stabilité, cette paix ne suffit pas à résoudre les problèmes de la vie quotidienne. Par exemple, pour les femmes commerçantes, la paix qui est ressortie « [...] c'est la paix au niveau des dirigeants, il n'y a pas de soucis chez eux. Ça va. Mais au niveau de la population, ce n'est pas le cas, même quand tu rentres chez toi, tu n'es pas tranquille » (commerçante au marché Zogona, *focus group* 11 mars 2021). C'est la paix de ceux « d'en haut », mais au niveau de la population,

14 Ce mot en langue Mooré signifie littéralement des « demandeurs de pardon ». « Sougri » signifie « le pardon » et « koata », le « demandeur ».

on sent encore l'insécurité, ainsi que l'incohésion sociale, tandis que les tensions politiques telles qu'elles sont ressenties parmi les leaders dans la capitale n'affectent pas la population comme telle :

« Bon, les résultats, on a relativement la paix, si je dis, et je répète politiquement ça va, mais voilà, on en est là qu'il y a crise sociale, qu'il faut réconcilier la population alors que socialement ça ne va pas, mais si on a dit politiquement, ce sont les hommes politiques [...] Lui et moi [...] C'est mon petit frère, lui CDP, moi je suis MPP, on mange ensemble – est-ce qu'il y a crise ? Non, il n'y a pas crise » (participant à Yako, *focus group* 04 mars 2021).

À cette perspective sur la paix « relative » pendant la « crise sociale » est également liée celle des victimes. Alors que dans les débats publics et politisés se manifestent des sentiments de vainqueurs et perdants, la perspective des exclus rappelle les victimes civiles de l'insurrection et se réfère à ce que l'on appelle les « dégâts collatéraux » dans les guerres : la perte de vies humaines et la souffrance des familles, les blessés, et parmi ces derniers, ceux qui restent avec des handicaps physiques :

« En ce qui me concerne, elles [les organisations régionales] ont ramené la paix, mais il y a eu des dégâts, si tu as un proche parmi les blessés ou les morts. La paix était revenue certes, mais on n'était plus contents à cause des pertes en vies humaines. Les personnes ayant perdu des proches ne sont pas contentes et souffrent. En ce moment, on ne peut pas dire apprécier totalement. Ça aurait été autrement, on pourrait dire qu'elles ont fait un excellent travail. Mais, on doit noter que dans la résolution d'un différend, tout le monde ne peut pas sortir heureux » (femme membre du MPP à Loumbila, *focus group* 24 février 2021).

Selon leur perspective, les victimes et ceux qui ont souffert de pertes humaines et matérielles ont été oubliés dans les efforts pour résoudre la crise politique, et il est critiqué que les familles des victimes n'aient pas eu de réparations. Cette perception était fortement partagée parmi les mouvements et organisations proches des syndicats (leader syndical à Ouagadougou, entretien 30 janvier 2021 ; représentant société civile à Ouagadougou, entretien 27 janvier 2021). Ces derniers ont contribué à donner une « voix aux sans voix » qui sont morts aujourd'hui, une perspective beaucoup moins considérée dans les deux autres récits.

Une médiation bénéfique mais éloignée

Bien que dans les grandes villes, surtout à Bobo -Dioulasso et à Koudougou, la CEDEAO soit accusée de ne pas avoir joué « franc jeu » dans la médiation en 2015 et d'avoir pris parti, la critique de l'intervention de 2015 était moins politisée et moins personnalisée au-delà de ces localités.¹⁵ En conséquence de cette appréciation pragmatique à l'égard des deux organisations, la médiation a également fait beaucoup moins débat. Les médiateurs étaient, dans la plupart des cas, considérés comme compétents car ils étaient choisis et envoyés par leurs organisations. Donc, les habitants des quartiers urbains et communes rurales ne partagent pas la perception des médiateurs et organisations comme *partisans* de l'ancien pouvoir (récit 1), mais celle des organisations et de leurs représentants, comme *éloignés*, même quand ces derniers se trouvent dans le pays :

« Je me dis que si c'est dans un cercle restreint comme ça, le message ne passe pas, voilà pourquoi nous, on ne se sent pas touchés » (femme d'une association à Yako, *focus group* 04 mars 2021).

Pour eux, ce sont des cercles restreints avec qui les médiateurs parlent, et cela est assez normal pour ceux qui n'ont aucun accès au pouvoir. Dans ce groupe, personne n'a participé aux consultations avec les organisations régionales et personne n'a connu de gens qui en ont fait partie. Néanmoins, leur exclusion ou leur éventuel manque de représentation dans les consultations n'ont pas fait débat. Le fait que les médiateurs régionaux aient consulté les autorités traditionnelles et/ou religieuses, comme l'évêque de Bobo-Dioulasso et le Moogho Naaba, était perçu positivement et pour certains cela a assuré l'inclusion de « la population » dans le processus. Donc, contrairement à la critique concernant ces autorités « du peuple » par les protagonistes de l'insurrection (récit 1), cette approche de la CEDEAO consistant à rencontrer les représentants au-delà du système politique était honorée parmi ceux sans voix dans le débat public, comme le raconte un habitant de Yako :

« [...] ils se sont tous battus oui, jusqu'à aller chez le Moogho Naaba négocier avec la communauté du Burkina pour que la paix revienne au Burkina Faso, pour qu'on résolve la crise là, à l'amiable. Et bon, heureusement, ça a abouti, on rend grâce à Dieu! On ne peut pas dire quand même qu'ils ne travaillent pas! » (participant à Yako, *focus group* 04 mars 2021).

En tant que groupe largement exclu des organes de la transition, ainsi que de la politique plus généralement, ils sont également hors des débats politisés autour des dynamiques d'inclusion/exclusion pendant la transition. Comme l'explique un participant, « en son temps, tout le monde était du CDP. Parmi ceux qui ont été choisis pour conduire la transition, il y avait des gens du CDP » (conseiller à Loumbila, *focus group* 24 mars 2021), pour démontrer que tous appartiennent au même système

15 À Yako, une partie des participants, mais de plusieurs affiliations politiques ou sociales ont même apprécié l'intervention « pragmatique » de la CEDEAO qui a envoyé une mission pour négocier – contrairement à l'UA qui a seulement sanctionné le pays sans actions concrètes.

d'élites politiques. Peu importe si c'est avant, pendant ou après la chute de Blaise Compaoré, ce sont ceux qui n'ont pas accès au pouvoir, ils restent donc hors du jeu des vainqueurs/perdants de la crise et de sa résolution. Pour eux, la chute de Blaise Compaoré n'avait pas nourri de grandes aspirations politiques individuelles. Mais sa démission et les événements de 2014 signifiaient une rupture de leur vie quotidienne peu touchée par la politique de ceux d'« en haut ».

6. CONCLUSION

Malgré l'empreinte croissante des interventions régionales africaines sur la politique et l'ordre dans les États africains, la littérature académique existante a largement adopté une perspective *top-down* et externe concernant ces efforts. Par conséquent, nous savons très peu sur la façon dont les habitants des pays touchés par les interventions régionales vivent et évaluent ces interventions. Cette étude a pour la première fois, d'une manière détaillée et méthodologiquement solide, creusé les perceptions locales d'une intervention régionale africaine – et ce, au Burkina Faso en 2014/15. En somme, notre étude montre la nature complexe des perceptions locales de l'intervention de l'UA et de la CEDEAO au Burkina Faso qui est à la fois plus contestée et plus acceptée localement que ce qui est communément supposé. S'appuyant sur cette étude de cas, notre recherche révèle plusieurs conclusions et avenues de recherche futures sur les organisations régionales africaines et leurs interventions au-delà du contexte burkinabè.

D'un côté, l'analyse montre que l'imaginaire populaire dans la région – l'Union Africaine et la CEDEAO comme des « syndicats de chefs d'État » étant loin du peuple et orientés plutôt vers les intérêts de leurs dirigeants – se trouve également vivement reflété dans les récits de nos interlocuteurs. Cet imaginaire est nourri par un manque de connaissance de ces organisations, de leurs politiques et de leur fonctionnement, ainsi que d'un manque de visibilité dans le quotidien des citoyens africains – en dehors des crises politiques. Ce sont des organisations « qu'on ne voit pas » ou « dont on entend parler » sans connaître leur mandat ni leurs politiques, à l'exception de la libre circulation des biens et des personnes. Néanmoins, les perceptions des deux acteurs et de leurs actions sur le terrain au Burkina Faso vont clairement au-delà de ce simple imaginaire. Cependant, et d'un autre côté, nos résultats ne confirment pas non plus l'hypothèse trouvée dans la littérature académique qui attribue aux organisations régionales une sorte de légitimité *per se* en raison de leur identité africaine (Duursma 2020).

En effet, les résultats de l'étude mettent en question la légitimité idéale attribuée aux acteurs africains dans la littérature, due surtout à leur proximité culturelle et géographique (Tavares 2010 ; Sabrow 2017 ; Duursma 2020). Les arguments des activistes de première heure, notamment celui selon lequel la CEDEAO n'avait « rien compris » et la préférence de l'UA comme organisme continental contredisent ces évidences. Le premier récit, en particulier, montre que la proximité de la CEDEAO ne se traduit pas automatiquement par une perception d'une meilleure connaissance du pays et de son contexte, mais ajoute à sa contestation. En revanche, la plupart des membres interrogés de la société civile traditionnelle ont apprécié en grande partie l'accompagnement constant des deux organisations, et surtout de la CEDEAO. Cette appréciation se limite à des acteurs ayant une connaissance

plus vaste des normes et politiques régionales, ou même des expériences de coopération directe. Donc, l'argument de la légitimité qui dérive de la proximité des organisations aux contextes locaux ne se retrouve que chez une partie des acteurs. De plus, l'intervention régionale était également appréciée par des acteurs autrement exclus des cercles politiques et des débats officiels. Pour eux, elle était appréciable car elle a contribué au rétablissement de la « vie normale », même si elle n'a pas abouti à une paix sociale. En plus de mettre en lumière le large spectre des perceptions locales entre contestation et appréciation, notre étude révèle également que les interventions des organisations régionales africaines sont jugées surtout par rapport aux pratiques et actions concrètes de la mise en œuvre et aux résultats qu'elles sont capables d'apporter – et beaucoup moins en fonction de facteurs culturels ou idéels. Le fait qu'il y ait une forte demande de plus d'implication et de visibilité de ces acteurs, notamment de la CEDEAO, partagée par tous, surtout par ceux qui sont hors du discours politique, va également dans ce sens. La plupart des participants à notre recherche ont exprimé que la CEDEAO était plus active dans la mise en œuvre des programmes de développement des infrastructures, dans la sécurité alimentaire, la lutte contre le terrorisme, ainsi que dans la résolution des crises dès leur début, pour mentionner quelques exemples.

Notre étude démontre également la pertinence d'une perspective non-élitaire concernant les interventions régionales, jusqu'ici négligée dans la littérature sur l'architecture africaine de paix et de sécurité (Witt 2018). Au-delà de la critique virulente exprimée dans les médias ainsi que parmi les leaders politiques, pour la majorité de la population, les deux organisations restent lointaines. Bien qu'elles aient contribué au retour à la paix, c'est la paix de ceux d'« en haut », ce qui inclut les médiateurs et tous ceux impliqués dans la médiation. Pour la plupart des Burkinabè, même les habitants de la capitale, les interventions, avec leurs représentants, étaient plus éloignées, donc moins contestées, et, par conséquent, leurs actions sont évaluées de façon plutôt positive. Cela se reflète dans des perceptions similaires parmi, par exemple, les habitants d'un quartier marginalisé ou les commerçantes d'un marché à Ouagadougou, ainsi que parmi les habitants des communes rurales ou urbaines, loin des scènes principales de la politique burkinabè. C'est cette perspective des « citoyens lambda » qui montre la façon excluante dont les interventions régionales africaines sont à la fois menées et étudiées, laissant une grande partie des sociétés affectées détachée et non entendue.

Cette négligence des perspectives non-élitaires dans la compréhension scientifique et autres des interventions régionales est aussi due aux pratiques et méthodes de recherche. Dans le cas du Burkina Faso, la plupart des études sur la période 2014/2015 se basent sur des entretiens avec des activistes clés de la transition et bien connus (Saidou 2018 ; Bertrand 2021 ; Brett 2021), et se limitent à ceux ayant une voix considérablement forte en raison de leurs liens avec le pouvoir et de leur accès aux médias, entre autres. Le but de cette étude était d'aller au-delà de ces voix. La méthode des *focus groups* utilisée pour cette étude a permis d'avoir accès à ces personnes dont l'opinion n'est pas considérée dans les discours politisés de la capitale et de les écouter. L'analyse montre en même temps que, bien que ces organisations soient loin de la vie quotidienne des citoyens, ces derniers ont des expériences concrètes de l'intervention régionale au Burkina Faso et l'évaluent à leur propre manière. Trop souvent, la pertinence académique et politique de cette réalité non-élitaire est mise en doute. La reconnaissance de ce fait révèle comment notre type de recherche scientifique reste

façonné par des structures de pouvoir et à quel point nous avons besoin de décoloniser nos propres pensées et approches (Smith 2012).

Qu'est-ce qui explique donc la grande variance des perceptions locales de l'intervention régionale au Burkina Faso ? Premièrement, les résultats montrent comment les expériences d'intervention sont façonnées par des logiques sociales quotidiennes en ce qui concerne la positionnalité des acteurs par rapport à la scène et au pouvoir politiques et leurs relations sociales. Les perceptions de la plupart des acteurs de la société civile surtout dans la capitale – société civile traditionnelle et mouvements nouvellement créés – et des parlementaires sont liées à leurs expériences concrètes avec des acteurs régionaux, soit pendant les interventions, soit même avant, comme le manifestent les deux premiers récits présentés. Les résultats mettent également en évidence une dimension spatiale des perceptions, révélant en particulier comment l'« (in)accès » aux « sites » des interventions façonne la géographie des perceptions.

Deuxièmement, les différentes attentes vis-à-vis de la transition, liées à l'accès au pouvoir, influencent en même temps les attentes envers le rôle des organisations régionales. Alors que la société civile traditionnelle était guidée par des textes et normes régionaux, comme le rejet de toute ingérence militaire dans la politique, les activistes des mouvements sociaux ne voyaient pas le rôle à jouer par des acteurs externes, car c'était « leur » insurrection, et les aspirations pour en terminer avec le système de Blaise Compaoré allaient au-delà de l'organisation des élections. Les habitants des communes et quartiers périphériques, en revanche, ne partageaient pas ces aspirations politiques. Pour eux, l'horizon d'évaluation des interventions était leur vie quotidienne et leurs besoins immédiats, comme l'accès aux marchés et les possibilités de se rencontrer au village pour discuter. Cela s'inscrit dans les études ethnographiques sur la transformation des conflits et l'importance des sources d'auto-évaluation locale et des indicateurs de la paix émergeant des routines quotidiennes (Firchow 2018).

Troisièmement, un autre facteur ayant une influence est celui des connaissances et contacts directs des acteurs locaux au sein des administrations de l'UA et de la CEDEAO. Tout comme le contact direct au niveau de la Commission de l'UA parmi les activistes des mouvements sociaux a contribué à une meilleure évaluation de ladite organisation, la même chose peut être constatée pour les acteurs de la société civile traditionnelle et certains députés. Ces derniers, dans la plupart des cas, avaient des expériences directes de collaboration avec la CEDEAO et connaissaient les textes clés d'intervention et d'outils de l'UA et de la CEDEAO, notamment la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (UA 2007) et le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO (CEDEAO 2001).

Finalement, deux autres facteurs qui selon des enquêtes quantitatives avaient une influence sur les perceptions des organisations régionales (Schlippak 2015) – l'âge et le genre – n'avaient pas d'effet clair sur nos données, même si « l'insurrection » au Burkina et la transition ayant suivi avaient clairement une dimension « genre » et étaient – toutes deux – fortement influencées par la jeune génération (Hagberg 2015 ; Banégas 2015).

En résumé, les résultats de notre étude offrent quelques pistes pour les recherches futures sur les interventions régionales africaines et leur mise en pratique. Ils démontrent surtout que plus d'efforts sont nécessaires pour comprendre et façonner les perceptions locales des interventions régionales africaines. Une meilleure compréhension des perceptions locales dépend premièrement de l'appréciation et des méthodologies capables de collecter des voix non-élitaires, pour aller au-delà de ceux qui crient le plus fort. Deuxièmement, pour façonner les perceptions locales dans une direction positive, des idées abstraites telles qu'elles sont propagées par les organisations elles-mêmes comme « la CEDEAO des peuples » (CEDEAO 2010) et l'UA « dirigée par ses propres citoyens » (UA 2015 : 1) ne suffiront pas. Nos résultats montrent que ce qui façonne les perceptions locales, ce sont les expériences vécues et les attentes envers une situation politique particulière. Sur la base de nos résultats, un tel effort devrait aller au-delà des campagnes d'information et inclure un apprentissage plus profond dans plusieurs instances du système scolaire, une plus grande présence des deux organisations à travers l'exécution des programmes de développement, et, surtout, plus d'implication dans la *prévention* des crises politiques.

Alors que nous finalisons ce rapport, les interventions en cours de l'UA et de la CEDEAO pour rétablir l'ordre constitutionnel au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, ainsi que la résistance que ces efforts rencontrent au niveau local, montrent la pertinence pour les deux organisations d'écouter les discours sociétaux complexes sur les expériences avec l'implication régionale et les attentes envers elles dans de telles situations. Ce rapport propose quelques idées sur la façon de le faire.

- Adebajo, A.** (2002), *Building Peace in West Africa : Liberia, Sierra Leone, and Guinea-Bissau*, Boulder CO, Lynne Rienner Publishers.
- Afolabi, B.** (2020), ECOWAS and preventive diplomacy in West Africa, in O. Akiba (éd.), *Preventive Diplomacy, Security, and Human Rights in West Africa*, Cham, Palgrave Macmillan, p. 45–75.
- Arowosegbe, J. O.** (2016), African scholars, African studies and knowledge production on Africa, *Africa : The Journal of the International African Institute*, vol. LXXXVI, n° 2, p. 324–338.
- Banégas, R.** (2014), France’s intervention policy in Africa seen from below : Some thoughts on the case of Côte d’Ivoire, *European Review of International Studies*, vol. I, n° 3, p. 60–79.
- Banégas, R.** (2015), Putsch et politique de la rue au Burkina Faso : quand les étudiants débattent du régiment de sécurité présidentielle, *Politique africaine*, vol. III, n° 139, p. 147–170.
- Bertrand, E.** (2021), *Mobilization, Negotiation, and Transition in Burkina Faso*, Washington, United States Institute of Peace.
- Bonnecase, V.** (2015), Sur la chute du Blaise Compaoré : autorité et colère dans les derniers jours d’un régime, *Politique africaine*, vol. I, n° 137, p. 151–168.
- Brett, P.** (2021), Revolutionary legality and the Burkinabè insurrection, *Journal of Modern African Studies*, vol. LIX, n° 3, p. 273–294.
- CEDEAO Cour de Justice** (2015), Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) & Autres vs. L’Etat du Burkina, Judgement No. ECW/CCJ/JUG/16/15, Abuja.
- Chouli, L.** (2015), The popular uprising in Burkina Faso and the transition, *Review of African Political Economy*, vol. XLII, n° 144, p. 325–333.
- CEDEAO (Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest)** (2015), Session extraordinaire de la conférence des Chefs d’État et de Gouvernement sur la crise politique au Burkina Faso, Communiqué final, Abuja.
- CEDEAO (Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest)** (2014), Session extraordinaire de la conférence des Chefs d’État et de Gouvernement sur la situation au Burkina Faso, Communiqué final, Accra.
- CEDEAO (Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest)** (2010), Vision 2020 de la CE-DEAO. Vers une communauté démocratique et prospère, Abuja.
- CEDEAO (Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest)** (2001), Protocol on democracy and good governance: Supplementary to the protocol relating to the mechanism for conflict prevention, management, resolution, peacekeeping and security , Protocol A/SP1/12/01, Dakar.
- Derso, S. A.** (2019), The status and legitimacy of popular uprisings in the AU norms on democracy and constitutional governance, *Journal of African Law*, vol. LXIII, n° S1, p. 107–130.
- Duursma, A.** (2020), African solutions to African challenges : The role of legitimacy in mediating civil wars in Africa, *International Organization*, vol. LXXIV, n° 2, p. 295–330.
- Firchow, P.** (2018), *Reclaiming Everyday Peace : Local Voices in Measurement and Evaluation After War*, New York, Cambridge University Press.
- Frère, M.-S., Englebert, P.** (2015), Briefing : Burkina Faso – The fall of Blaise Compaoré , *African Affairs*, vol. CXIV, n° 455, p. 295–307.

- Gadinger, F., Jarzebski, S., Yildiz, T.** (éds.) (2014), *Politische Narrative : Konzepte – Analysen – Forschungspraxis*, Wiesbaden, Springer-Verlag.
- Hagberg, S.** (2010), Démocratie à double façade, in H. Mathieu, M. Jacinthe (éds.), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso*, Paris, Éditions Karthala, p. 295–306.
- Hagberg, S.** (2015), 'Thousands of new Sankaras' : Resistance and struggle in Burkina Faso, *Africa Spectrum*, vol. L, n° 3, p. 109–121.
- Hagberg, S., Kibora, L. O., Ouattara, F., Konkobo, A.** (2015), Au cœur de la révolution burkinabè, *Anthropologie & développement*, n° 42–43, p. 199–224.
- Hagberg, S., Kibora, L. O., Barry, S., Gnessi, S., Konkobo, A.** (2017), Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016 : perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans 'un Burkina Faso nouveau', *Uppsala Papers in Africa Studies*, n° 2.
- Harsch, E.** (2017), *Burkina Faso : A History of Power, Protest, and Revolution*, Londres, Bloomsbury Publishing.
- Hennink, M.** (2007), *International Focus Group Research : A Handbook for the Health and Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hilgers, M., Loada, A.** (2013), Tensions et protestations dans un régime semiautoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso, *Politique africaine*, vol III, n° 131, p. 187–208.
- IPSS (Institute for Peace and Security Studies)** (2017), *APSA Impact Report 2016 : Assessment of the Impacts of Intervention by the African Union and Regional Economic Communities in 2016 in the Frame of the African Peace and Security Architecture (APSA)*, Addis-Abeba.
- ISS (Institute for Security Studies)** (2015), Burkina Faso a test for the AU's impact on crises, <https://issafrica.org/pscreport/addis-insights/burkina-faso-a-test-for-the-aus-impact-on-crises> (7 décembre 2021).
- IRRI (International Refugee Rights Initiative)** (2017), *'They Say They're not Here to Protect Us' : Civilian Perspectives on the African Union Mission to Somalia*, Kampala.
- Jackson, A.** (éd.) (1987), *Anthropology at Home*, Londres, Tavistock Publications.
- Karlborg, L.** (2014), Enforced hospitality : Local perceptions of the legitimacy of international forces in Afghanistan, *Civil Wars*, vol. XVI, n° 4, p. 425–448.
- Khadiagala, G.** (2007), *Meddlers or Mediators ? African Interveners in Civil Conflicts in Eastern Africa*, Leiden, BRILL.
- Kohl, C.** (2015), Diverging expectations and perceptions of peacebuilding? Local owners' and external actors' interactions in Guinea-Bissau's security sector reforms, *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. IX, n° 3, p. 334–352.
- Kvale, S.** (2007), *Doing Interviews*, Los Angeles, Sage.
- Leib, J., Ruppel, S.** (2021), The Dance of peace and justice : Local perceptions of international peacebuilding in West Africa, *International Peacekeeping*, vol. XXVIII, n° 5, p. 783–812.
- Mac Ginty, R., Firchow, P.** (2016), Top-down and bottom-up narratives of peace and conflict, *Politics*, vol. XXXVI, n° 3, p. 308–323.

- Müller, T. R., Bashar, Z.** (2017), 'UNAMID is just like clouds in summer, they never rain' : Local perceptions of conflict and the effectiveness of UN peacekeeping missions, *International Peacekeeping*, vol. XXIV, n° 5, p. 756–779.
- Ndlovu-Gatsheni, S. J.** (2018), *Epistemic Freedom in Africa : Deprovincialization and Decolonization*, Abingdon, Routledge.
- Niang, A.** (2016), Blaise Compaoré in the resolution of the Ivorian conflict : From belligerent to mediator-in-chief, APN working papers n° 6, New York, Social Science Research Council.
- Olapade, M., Selormey, E. E., Gninafon, H.** (2016), Regional integration for Africa : Could stronger public support turn 'rhetoric into reality'?, Afrobarometer Dispatch n° 91, Accra, Afrobarometer.
- Poulligny, B.** (2006), *Peace Operations Seen From Below : UN Missions and Local People*, Londres, Hurst Publishers.
- Sabrow, S.** (2017), Local perceptions of the legitimacy of peace operations by the UN, regional organizations and individual states : A case study of the Mali conflict, *International Peacekeeping*, vol. XXIV, n° 1, p. 159–186.
- Saidou, A. K.** (2018), 'We have chased Blaise, so nobody can resist us' : Civil society and the politics of ECOWAS intervention in Burkina Faso, *South African Journal of International Affairs*, vol. XXV, n° 1, p. 39–60.
- Sampana, L.** (2015), La démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso, *Les Champs de Mars*, vol. XXVIII, n° 3, p. 34–49.
- Schlipphak, B.** (2015), Measuring attitudes toward regional organizations outside Europe, *Review of International Organizations*, vol. X, n° 3, p. 351–375.
- Smith, L. T.** (2012), *Decolonizing Methodologies : Research and Indigenous Peoples*, deuxième édition, Londres, Zed Books.
- Soré, Z.** (2018), Balai Citoyen : A new praxis of citizen fight with Sankarist inspirations, in Murray, A. (éd.), *A Certain Amount of Madness : The Life, Politics and Legacies of Thomas Sankara*, Londres, Pluto Press, p. 225–240.
- Souaré, I. K.** (2014), The African Union as a norm entrepreneur on military coups d'état in Africa (1952–2012) : An empirical assessment, *Journal of Modern African Studies*, vol. LII, n° 1, p. 69–94.
- Talentino, A. K.** (2007), Perceptions of peacebuilding : The dynamic of impose and imposed upon, *International Studies Perspectives*, vol. VIII, n° 2, p. 152–171.
- Tavares, R.** (2010), *Regional Security : The Capacity of International Organizations*, Londres, Routledge.
- UA (Union Africaine)** (2007), Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, Addis-Abeba.
- UA (Union Africaine)** (2015), Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, version populaire, Addis-Abeba.
- UA CPS (Union Africaine Conseil de Paix et de Sécurité)** (2014), Communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), en sa 465ème réunion tenue à Addis Abéba sur la situation au Burkina Faso, PSC/PR/COMM.(CDLXV), Addis-Abeba.
- UA CPS (Union Africaine Conseil de Paix et de Sécurité)** (2015), Communiqué de la 544ème réunion du CPS sur la situation au Burkina Faso, PSC/PR/COMM/3. (DXLIV), Addis-Abeba.

- WANEP (West African Network for Peacebuilding)** (2015), *Instabilité politique et déstabilisation : réelles menaces sur le Burkina Faso*, WARN Policy Brief.
- Witt, A.** (2018), Studying African interventions 'from below' : Exploring practices, knowledges and perceptions, *South African Journal of International Affairs*, vol. XXV, n° 1, p. 1–19.
- Witt, A., Khadiagala, G. M.** (2018), Towards studying African interventions 'from below' - A short conclusion, *South African Journal of International Affairs*, vol. XXV, n° 1, p. 133–139.
- Witt, A.** (2019), Where regional norms matter : Contestation and the domestic impact of the African charter on democracy, elections and governance, *Africa Spectrum*, vol. LIV, n° 2, p. 106–126.
- Witt, A.** (2020), *Undoing Coups : The African Union and Post-coup Intervention in Madagascar*, Londres, Zed Books.
- Witt, A., Schnabel, S.** (2020), Taking intervention politics seriously : Media debates and the contestation of African regional interventions 'from below', *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. XIV, n° 2, p. 271–288.
- Zeilig, L.** (2017), Burkina Faso : From Thomas Sankara to popular resistance, *Review of African Political Economy*, vol. XLIV, n° 151, p. 155–164.

PRIF REPORT

Les PRIF Reports analysent le contexte des événements et des développements politiques et présentent les résultats de la recherche scientifique.

Pfeifer, Hanna/Geis, Anna/Clément, Maéva (2022): The Politics of Recognition, Armed Non-State Actors, and Conflict Transformation, PRIF Report 4/2022, Frankfurt/M.



www.hsfk.de/PRIF-Reports

PRIF SPOTLIGHT

Les PRIF Spotlights discutent de thèmes politiques et sociaux actuels.

Pfeifer, Hanna/Al Malla, Houssein/Weiß, David (2022): "Enlist Now!" – Or Don't? Why we should be concerned about foreign fighting in Ukraine, PRIF Spotlight 5/2022

Wolff, Jonas (2022): Deutsche Demokratieförderpolitik. Ampelkoalition auf Kurswechsel?, PRIF Spotlight 4/2022, Frankfurt/M.



www.hsfk.de/PRIF-Spotlights

PRIF BLOG

Le blog PRIF publie régulièrement des articles sur des questions et des débats politiques actuels dans le domaine de la recherche sur la paix et sur les conflits.



<https://blog.prif.org/>

Les PRIF Reports et les PRIF Spotlights sont des publications en libre accès et peuvent être téléchargées gratuitement sur www.hsfk.de. Vous souhaitez vous abonner aux éditions numériques ? Écrivez nous à : publikationen@hsfk.de.

www.facebook.com/HSFK.PRIF

www.twitter.com/HSFK_PRIF

<https://blog.prif.org/>

SIMONE SCHNABEL // ANTONIA WITT //
ADJARA KONKOBO

**LES « SYNDICATS DES CHEFS D'ÉTAT »
SUR LE TERRAIN :
PERCEPTIONS LOCALES DE L'UNION
AFRICAINNE, DE LA CEDEAO ET DE LEURS
INTERVENTIONS AU BURKINA FASO EN
2014/2015**

Cette étude porte sur les perceptions locales d'une intervention régionale africaine – à savoir de l'Union Africaine et de la CEDEAO au Burkina Faso en 2014/15 – ainsi que sur les connaissances sur ces organisations détenues par différents acteurs locaux de diverses couches sociales. L'étude est le résultat d'une recherche collaborative et empiriquement rigoureuse effectuée dans la capitale et plusieurs localités du pays. Nous démontrons que les deux organisations régionales africaines sont plus contestées localement que ce qui apparaît dans la littérature académique, et sont à la fois perçues plus positivement que suggéré par l'imaginaire social dominant relatif à ces organisations comme « syndicats des chefs d'État ».

Simone Schnabel est chercheuse et doctorante au PRIF. Antonia Witt est directrice du groupe de recherche « African Intervention Politics » au PRIF. Adjara Konkobo est doctorante à l'EHESS Marseille et chercheuse associée au PRIF.